

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 500
Mai-Septembre 2011
48^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

DANS CE NUMERO

- La Grèce au bord de la faillite.
- Mouvement des « indignés » en Espagne. La corruption, le bureaucratisme politique, le chômage, sont inévitables sous le capitalisme. Il ne sera possible d'en finir que par la lutte de classe prolétarienne, anti-démocratique, anti-légaliste et anti-pacifiste!
- Les Faux Amis de la Commune
- A propos des massacres d'Oslo et Utova
- Bref aperçu sur la Syrie (1)
- Lutte Ouvrière, les «Bordiguistes» et Auschwitz ou le Grand Alibi : à propos d'une «mise au point»

La révolte en Grande-Bretagne annonce les futures révoltes en Europe

Les émeutes qui ont éclaté dans le quartier de Tottenham avant de s'étendre à tous les quartiers de Londres ainsi qu'à Manchester, Bristol, Liverpool, Birmingham, Glasgow, démontrent une nouvelle fois le profond malaise de larges couches prolétariennes frappées par le chômage, la précarité et la marginalisation, et préfigurent ce qui pourrait se passer dans toute l'Europe.

Sur les murs de High Road, à Tottenham, on peut lire: "Fuck the police!"

Tout a commencé à Tottenham quand Mark Duggan, père de 4 enfants, a tenté de fuir une patrouille de police qui voulait l'arrêter: la police tire et le tue. Il a été tellement défiguré par les balles que sa mère n'a pas réussi à la reconnaître.

Rien de plus naturel que les policiers soient la cible de la colère et de la violence qui embrase les quartiers populaires de Londres: au cours des dernières années près de mille personnes ont été tuées par la police et jamais aucun policier n'a été puni. Comment s'étonner de la réaction d'une jeunesse sans espoir, sans avenir, systématiquement humiliée, frustrée par une consommation réservée aux riches et précipitée toujours plus bas à chaque crise économique?

Les révoltes violentes en Grande Bretagne ont rythmé les périodes de crise économique depuis trente ans. En 1981, en pleine période de crise, une véritable vague d'émeutes a traversé tout le pays; commençant par les soi-disant «émeutes raciales» à Brixton, les troubles s'étendirent ensuite à Birmingham, Londres, Liverpool, Nottingham, Bristol, Bedford, Coventry, Edimbourg, Gloucester, Halifax, Leeds, Leicester, Southampton, Wolverhampton. En 1985, Brixton explosa à nouveau; en 1990-91 à l'époque de la lutte contre la fameuse *poll-tax*, tout le pays fut secoué de manifestations et de révoltes; en 2001 ce fut le tour de Bradford, Odham et Harehills à Leeds et en 2005 de Birmingham.

Les révoltes avaient habituellement lieu sous des gouvernements conservateurs

(Suite en page 4)

La fièvre boursière et financière, signe de la rechute de l'économie mondiale

Une véritable bourrasque a secoué les bourses et les marchés financiers en plein coeur du mois d'août. Des chutes des indices boursiers de 5% ou plus par séance ont fait parler de «paniques boursières» dans les médias et obligé les dirigeants politiques des grands Etats européens à interrompre leurs vacances estivales et à multiplier les déclarations lénifiantes pour essayer de «rassurer les marchés».

Peine perdue! Les *traders* et autres boursicoteurs ont cru revivre les heures noires de la tempête qui a suivi en 2008 la faillite de la banque Lehman Brothers. Nouriel Roubini, le fameux «Docteur Catastrophe» expert à monnayer une réputation acquise par sa prévision dès 2006 de la survenue prochaine d'une grave crise économique aux USA, déclarait lugubrement aux journalistes du *Wall Street Journal*, l'organe des milieux financiers américains: «Marx avait raison. Le capitalisme peut s'auto-détruire» (1).

La bourrasque a commencé à la suite de nouvelles inquiétudes sur la capacité de la Grèce à rembourser ses dettes: un défaut de l'Etat grec aurait de très graves conséquences sur les banques de ce pays, sur les banques européennes dont celles-ci sont souvent des filiales et, par ricochet, sur l'euro. L'encre de la signature de l'accord pour un énième «plan d'aide à la Grèce» (en fait: un

plan d'aide aux banques) décidé lors d'un sommet d'urgence, était à peine sèche, que la bourrasque reprenait de plus belle en raison de craintes à propos de l'Italie.

Puis ce fut la dégradation de la note de la dette des Etats-Unis par une agence de notation qui provoqua une onde de choc mondiale; les Etats-Unis, première puissance économique de la planète et centre moteur du capitalisme mondial, sont aussi le premier emprunteur mondial et la dette publique américaine (obligations, bons du trésor, etc....) joue un rôle clé dans l'équilibre et les flux financiers mondiaux.

Or ceux qui en détiennent qu'ils soient des banques, des Etats ou des particuliers (2), courent le risque de la voir se dévaluer; ils auront logiquement tendance à se détourner de la dette américaine pour chercher des placements plus sûrs (de plus, beaucoup d'établissements financiers ont statutairement l'obligation de n'avoir dans leurs portefeuilles que des «produits» possédant la note maximale, AAA), ce qui rendra le financement de l'endettement américain moins facile, donc plus coûteux: pour attirer les acheteurs, les taux d'intérêts devront être plus élevés. Mais une augmentation des taux d'intérêts américains est un frein à la croissance économique, déjà bien faible. On voit donc que la dégradation de la note des Etats-

Unis a potentiellement des conséquences importantes sur toute l'économie internationale.

Les bourses avaient à peine digéré péniblement ce triste événement, que des inquiétudes au sujet de la France et de ses banques déclenchaient une nouvelle vague de panique boursière...

VERS UNE RECHUTE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Les médias et les économistes bourgeois ont multiplié les «explications» les plus fantaisistes de la crise boursière et financière actuelle: agissements de spéculateurs tapis dans l'ombre, attaques des financiers anglosaxons hostiles à l'euro, diffusion de rumeurs malveillantes, utilisation de programmes informatiques pour vendre et acheter les actions, etc. En fait au delà de tous les aspects contingents, c'est le ralentissement de l'économie mondiale depuis plusieurs mois qui est la cause réelle de l'exaspération de tous les problèmes financiers et d'endettement qui font chuter les bourses.

Lors de la crise économique de 2007-2009, les gouvernements capitalistes ont eu recours dans tous les pays à un endettement

(Suite en page 2)

Le printemps arabe est fini

Les illusions de changement se sont évaporées et face aux prolétaires et aux masses prolétarisées, reste la réalité du talon de fer des Etats capitalistes et de l'impérialisme. La seule issue est dans la lutte prolétarienne de classe!

L'arc de crise des Pays Arabes a atteint la Syrie, et ce sont de nouveaux massacres! Contre la rébellion des masses, pourtant prisonnières d'illusions sur une démocratie pacifique, la répression bestiale déchaînée par le régime de Assad pour défendre son pouvoir et ses privilèges, a servi aussi jusqu'ici les intérêts de l'impérialisme mondial.

Ce n'est pas la première fois qu'une révolte de masse éclate en Syrie; la ville de Hama en est le symbole, en même temps que celui de la férocité du régime des Assad: en 1982, une révolte y avait été écrasée par une répression féroce qui fit des dizaines de milliers de victimes; c'était l'époque de l'invasion israélienne du Liban et de la résistance palestinienne à Beyrouth qui se solda par la défaite des Palestiniens et les massacres dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila. Aujourd'hui, attaquée par les chars de l'armée syrienne, Hama, connaît à nouveau une dure répression.

Pas plus hier qu'aujourd'hui, il ne s'agit de révoltes religieuses; ce sont des révoltes provoquées par une profonde crise sociale qui ébranle la paix sociale maintenue par un régime qui a militarisé le pays depuis 1963 et qui en 1970 est passé aux mains de la famille Assad. La loi martiale en vigueur depuis 43 ans a toujours été justifiée par le conflit avec Israël (qui a annexé le Golan syrien après la guerre des 6 jours en 1967) et le risque du «terrorisme islamique». Mais le pouvoir des bourgeoisies locales au Moyen-Orient ne peut se passer ni du soutien de puissances impérialistes, ni du soutien des autorités religieuses existantes. Avec les Assad, ce

sont les bourgeois issus de la minorité chiite alaouite qui sont au pouvoir, alors que la majorité de la population est de confession sunnite. Comme toujours les différences religieuses sont utilisées à des fins de contrôle social, y compris par des régimes qui, comme le régime syrien (ou l'ancien régime de Saddam Hussein en Irak), tout en ayant inscrit sur leur drapeau «Dieu de te protège, ô Syrie» se disent laïques. Cette «laïcité» n'a jamais empêché le régime de Assad de soutenir le mouvement politico-religieux Hezbollah au Liban et d'être soutenu par la République islamique d'Iran.

Depuis que le parti Baas s'est installé au pouvoir au milieu des années soixante, la Syrie s'est fait le canal de l'influence soviétique, en opposition à l'influence occidentale qui s'appuyait sur Israël et l'Iran du Shah Reza Pahlavi. Depuis quarante ans la bourgeoisie syrienne utilise le talon de fer du régime des Assad pour maintenir une solidarité interne face à l'adversaire israélien et faciliter ses visées expansionnistes au Liban, mais aussi pour permettre le développement économique du pays grâce à l'exploitation des paysans et des ouvriers et en évitant les conflits sociaux.

Mais la répression ne peut éternelle-

ment empêcher l'éclatement de ces conflits, comme ce fut le cas lors des révoltes de 1982 qui touchèrent tout le pays jusqu'à culminer dans la tragédie de Hama; et comme c'est le cas aujourd'hui après le véritable tremblement de terre social qui a secoué tous les Pays Arabes d'Afrique du Nord et du Moyen Orient avec la colère de masses gigantesques en révolte contre des conditions de vie insupportables.

Selon ce que rapportent et ne rapportent pas les chroniques journalistiques, il n'y a aucun doute que la dégradation de la situation des masses, frappées par une augmentation insoutenable des prix des denrées de première nécessité, est la cause première de leur mobilisation et de leurs aspirations tentatives à un changement de régime. La répression aurait déjà fait plus de mille cinq cent morts, sans compter les blessés et les arrestations, provoquant la fuite de milliers de réfugiés en Turquie et au Liban.

Ces derniers jours l'ambassadeur français Chevallier et le nouvel ambassadeur américain Ford sont allés séparément «rendre hommage» aux manifestants de la ville martyre de Hama, où ils ont reproché au gouvernement de Bachir El Assad la brutalité de sa répression. Celui-ci a répliqué en lançant des manifestants contre les ambassades française et américaine et en accusant ces pays de fomenter la révolte.

En réalité, si Paris, Washington, mais

(Suite en page 3)

La fièvre boursière et financière, signe de la rechute de l'économie mondiale

(Suite de la page 1)

massif: il s'agissait de sauver les banques menacées de faillite, de préserver le système bancaire indispensable au fonctionnement du capitalisme, et de relancer la machine économique. Ces mesures, plus ou moins importantes selon les pays, ont réussi à éviter un effondrement économique et ont permis une relance, en général poussive, mais indéniable, de la production. Cet afflux de liquidités a eu cependant l'effet pervers d'alimenter des bulles spéculatives, que ce soit sur le marché des actions ou de diverses matières premières; c'était le moyen le plus rapide pour des banques ou des grandes entreprises, y compris industrielles (3), de reconstituer leurs profits, en raison de l'atonie d'un marché qui ne pouvait que difficilement absorber des marchandises supplémentaires: ceux que les médias dénoncent comme «**spéculateurs**» sans les nommer, sont en effet le plus souvent les mêmes grandes entreprises, banques et institutions financières diverses qui sont glorifiées comme des champions nationaux!

Cependant, après avoir permis de parer, au moins provisoirement à la crise économique, cet endettement des Etats est devenu un problème de plus en plus urgent à résoudre, parce qu'il fait peser un poids important sur le budget de l'Etat, d'autant plus que son financement devient de plus en plus onéreux en raison de la méfiance des «marchés» (autrement dit des investisseurs: banques, institutions financières diverses, etc.). Le ratio de la dette par rapport au PIB, qui est couramment publié par les médias, n'a pas grande signification; ce qui compte c'est le **service** de la dette, c'est-à-dire ce qu'il faut rembourser chaque année. Par exemple, la dette des administrations publiques était en France en 2010 équivalente à 82,3% du PIB (contre 83 % en Allemagne, 91,6% aux Etats-Unis, 220% au Japon) (4); mais la **charge** de la dette (paiement des intérêts des emprunts) représentait dans la loi des Finances environ 11% du chiffre des recettes de l'impôt (soit le deuxième poste budgétaire de l'Etat, après l'Education nationale et avant la Défense), tandis que le service total (charge plus remboursement du *principal*) correspondait à environ 40% des recettes (5): dans les faits, l'Etat emprunte pour rembourser ce qu'il doit!

Jacques Attali, l'ancien conseiller de Mitterrand qui aspire à être le conseiller de Sarkozy, déclarait sentencieusement dans une interview au *Monde*: «*la seule chose qui aurait pu résoudre le problème de la dette (...), c'est ou la guerre ou l'inflation ou la croissance. Les deux premières solutions ne sont pas souhaitables. Il faut donc (...) la croissance*» (6). Le problème est justement que la croissance n'est pas au rendez-vous et que c'est au contraire un **nouveau plongeon dans la récession** qui se dessine à l'échelle mondiale.

Aux Etats-Unis, où les statisticiens ont récemment conclu que la chute de la production au plus fort de la crise avait été plus forte qu'estimée jusqu'ici et donc la reprise moins vigoureuse (ce qui a fait dire à beaucoup d'économistes que les mesures de relance avaient donc été trop faibles), les chiffres du PIB pour les premiers et deuxièmes trimestres 2011 montraient déjà un fort ralentissement de l'activité économique. Mais d'autres indices plus récents sur l'activité industrielle semblent indiquer une baisse prochaine de celle-ci (7), alors que le chiffre des demandeurs d'emplois reste élevé (le taux de chômage officiel est autour de 9%, mais le taux de chômage réel est plutôt de 16-17%) (8) signant le marasme de l'économie: selon toute probabilité les Etats-Unis sont sur le point d'entrer en récession s'ils n'y sont pas déjà.

En France, l'INSEE a annoncé qu'au deuxième trimestre la croissance économique avait été de... 0%, tandis que les chiffres de la production industrielle indiquaient un

recul en mars, avril et surtout en juin, non compensés par les hausses de mai et juillet: les prévisions de croissance arrêtés par le gouvernement (plus de 2% pour 2011), seront à l'évidence impossibles à tenir, ce qui renforce la méfiance des milieux financiers internationaux sur la capacité de l'Etat français à faire face à ses engagements.

Mais c'est l'Allemagne, le champion des exportations, de la croissance et le moteur économique de l'Europe, qui a le plus surpris en annonçant une hausse de son PIB digne de la France (0,1%) et, pire encore, un recul de sa production industrielle en juin (-0,6%) et un déficit de son commerce extérieur à cause du recul de ses exportations!

Selon l'OCDE, ses indicateurs, qui sont censés fournir une **prévision** de l'évolution économique dans les mois à venir, «*continuent de signaler un ralentissement de l'activité pour le mois de juin 2011 dans la plupart des pays de l'OCDE et des grandes économies non membres*».

Le ralentissement serait même plus prononcé pour des pays comme la Chine, le Brésil ou l'Inde, souvent présentés comme les nouveaux moteurs de l'économie mondiale, que pour les Etats-Unis ou les pays européens (9): en réalité, ces pays «**émergents**» dépendent toujours des marchés des grands pays capitalistes: Etats-Unis, Japon, Europe.

LES SOLUTIONS BOURGEOISES ET LES MENSONGES RÉFORMISTES

Confrontés à ces graves crises boursières et financières, les responsables économiques et politiques en Europe et dans le monde se sont lancés dans des plans d'austérité et des mesures de rigueur budgétaire pour «**équilibrer les comptes**». La Grèce a servi de banc d'essai, avant que la recette soit appliquée au Portugal, en Irlande et dans d'autres pays comme la Roumanie. Les mesures d'austérité, avec des intensités pour l'instant plus faibles, ont été ensuite adoptées par l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie.

Cependant ces mesures, qui frappent essentiellement les prolétaires mais qui touchent aussi les couches petites-bourgeoises, entraînent inévitablement un ralentissement économique, voire une chute brutale dans les pays qui les prennent (la production industrielle en Grèce a ainsi plongé de 13% en juin par rapport à l'année précédente et le PIB pourrait reculer cette année de 4,5%, selon le gouvernement lui-même); la récession économique diminue les rentrées fiscales rendant donc plus difficile le remboursement de la dette et le rétablissement de l'équilibre des comptes, ce qui débouche sur de nouveaux plans d'austérité. Elle accentue aussi les écarts en Europe entre les nations économiquement les plus fortes (l'Allemagne et ses «satellites» comme l'Autriche ou les Pays-Bas) et celles plus faibles (les pays du sud), engendrant des tensions de plus en plus aiguës au sein de la zone euro.

C'est la raison pour laquelle quelques économistes non orthodoxes dont les thèses sont reprises par les courants réformistes petits-bourgeois «de gauche» ou «d'extrême-gauche», préconisent d'autres solutions: non pas l'austérité, mais une relance basée sur des grands travaux grâce à de nouveaux emprunts, des taxes sur les revenus du capital pour pouvoir augmenter les salaires ce qui relancerait la consommation, la lutte contre la spéculation et le contrôle des activités des banques, etc.

A titre d'exemple, prenons les propositions avancées dans le journal du NPA (10); nos trotskystes (ou post-trotskystes?) qui veulent éviter «*l'écueil*» de «*se berner à des dénonciations générales du capitalisme et à appeler à son renversement comme seule solution, en se désintéressant, voire en dénonçant comme réformistes ou opportunistes les idées contestataires qui circulent dans la société*», préconisent ainsi de «*dé-*

créer un moratoire sur la dette existante» qui devrait être soumise «*à un audit public*» afin de déterminer la partie qui pourrait être remboursée et celle qui ne devrait pas l'être; de «*réformer les statuts de la Banque Européenne pour mettre fin à son indépendance et permettre le financement du déficit*», de réaliser «*une réforme fiscale d'ampleur*» pour taxer les plus hauts revenus, de «*ligoter la finance*», de «*mettre toutes institutions financières sous le strict contrôle de la société*», etc.

Le lecteur trouvera sans aucun doute qu'il faudrait être bien sectaire pour ne voir dans ces propositions de réformes que du **réformisme** et de l'**opportunisme** le plus plat!...

Pour tenter de justifier ses lamentables propositions, dont il reconnaît à contrecoeur qu'«*elles n'épuisent pas toutes les revendications à l'ordre du jour*» (1), l'article termine en écrivant que cependant elles «*synthétisent ce qui semble le plus urgent pour faire face à une crise qui n'est pas seulement économique et produit en Europe des risques de décomposition sociale propices au regain de l'extrême-droite*». Il ne manquait plus que l'épouvantail du fascisme pour faire passer cet infâme brochet réformiste!

Le NPA ne fait même plus semblant de défendre avant tout les intérêts ouvriers et de s'adresser prioritairement aux travailleurs: c'est «**la société**» qui doit contrôler les institutions financières. Ce langage ne doit rien au hasard; il est utilisé pour s'adresser aux petits-bourgeois, aux petits - et moyens - patrons qui ont des difficultés pour trouver des financements auprès des banques ou au moins aux intellectuels qui en sont les porteparoles; il permet d'éviter la moindre critique envers les institutions politiques de l'Etat bourgeois, prônant au contraire implicitement le recours à ces institutions: elles sont en effet les seules pouvant théoriquement «**contrôler**» les banques (par le vote de lois ou règlements), à partir du moment où est écartée toute perspective révolutionnaire.

C'est donc un langage de **partisans ou de larbins du capitalisme**, qui redoutent la décomposition de la société bourgeoise, qui s'effraient seulement comme le très bourgeois Roubini que nous avons cité au début, des risques que la crise fait courir au capitalisme lui-même!

Les prolétaires doivent comprendre, et ils le comprendront vite s'ils en doutent, que ce qui les attend, ce sont de nouvelles politiques d'austérité (comme d'ailleurs l'annoncent, encore *mezzo voce*, aussi bien les politiciens du parti au pouvoir que ceux du PS qui aspirent à les remplacer), de nouvelles attaques des capitalistes et de leur Etat pour extorquer les quantités supplémentaires de profit dont a besoin le capitalisme dans cette période difficile.

Il est vain de se lamenter devant ces attaques inévitables et de regretter la belle époque de la prospérité capitaliste: dans ce mode de production, la prospérité engendre naturellement la crise; il est absurde d'accorder foi aux solutions alternatives des réformistes, qui non seulement ont toujours fait faillite mais qui surtout désarment le prolétariat face au capitalisme: ce ne sont que de la poudre aux yeux, des **mensonges** destinés à barrer la voie de l'affrontement ouvert entre les classes, y compris en effrayant les prolétaires avec la menace de l'extrême droite. Il n'y a pas de réformes à imaginer pour éviter ou adoucir les attaques capitalistes, il n'y a pas à défendre la «**cohésion sociale**», autre façon d'appeler la collaboration entre les classes.

La période qui vient sera inévitablement celle des affrontements sociaux, de la lutte ouverte entre les classes, non seulement dans les pays pauvres situés de l'autre côté de la Méditerranée, mais dans les pays capitalistes ultra-développés dont la bourgeoisie domine le monde.

C'est à cela que les prolétaires d'avant-

garde doivent se préparer et préparer leurs camarades, en retrouvant les méthodes et les moyens de la lutte de classe, en travaillant à la reconstitution des organes de cette lutte et tout particulièrement du parti qui devra en être le dirigeant pour qu'elle puisse enfin triompher.

(1) voir: <http://europe.wsj.com/video/nouriel-roubini-karl-marx-was-right/68EE8F89-EC24-42F8-9B9D-47B510E473B0.html?KEYWORDS=roubini+interview>

(2) Un tiers de la dette «*souveraine*» des Etats-Unis est, sous forme d'obligations et de «bons» divers, entre les mains de créanciers étrangers. En 2010 la Chine en détenait 21%, le Japon 20%, la Grande-Bretagne 11%, le Brésil 4%, la Russie 3% (L'Allemagne n'en avait que 1%, l'Italie 0,5%, la France 0,4%, etc.). cf *International Herald Tribune*, 20/7/11 et le blog: criseusa.blog.lemonde.fr;

(3) Par exemple l'américaine *General Electric*, qui est la plus grande entreprise industrielle mondiale privée, tire le tiers de ses bénéfices de ses activités financières.

(4) cf www.aft.gouv.fr/aft_fr_23/indicateurs_economiques_20/comparaisons_internationales_143/dette_administrations_publiques_152/index.html

(5) voir: http://fr.wikipedia.org/wiki/Dette_publique_de_la_France

(6) cf *Le Monde*, 11/8/11. Pour «*rétablir les conditions de la croissance*», il propose... «*un grand emprunt*». S'endetter pour résoudre le problème de l'endettement, il fallait un penseur du calibre d'Attali pour y songer!

(7) voir: <http://www.philadelphiafed.org/research-and-data/regional-economy/business-outlook-survey/2011/bos0811.cfm>

(8) Calculé d'après les chiffres officiels eux-mêmes; voir: <http://www.bls.gov/news.release/laus.nr0.htm>. D'autres estimations donnent un chiffre encore supérieur, comme par exemple le site conservateur: <http://www.shadowstats.com>

(9) voir: <http://www.oecd.org/dataoecd/15/44/48494466.pdf>

(10) cf «*Tout est à Nous*», 14/8/11

« Il Comunista » Nr. 121 - Luglio 2011 Nell'interno

- I sindacati tricolore a caccia di un nuovo patto sociale
- Contro la guerra mentre la guerra dura
- Sentenza di condanna alla Thyssen-Krupp per i 7 morti del 6 dicembre 2007. Ai padroni il calcolo dei profitti capitalistici! Agli operai la conta dei morti sul lavoro!
- La Grecia sull'orlo della bancarotta. I proletari che si stanno battendo da più di un anno contro misure d'austerità sempre più dure stanno anticipando i tempi di lotta anche negli altri paesi europei
- Internazionalismo da operetta
- Sentenza thyssen-krupp: Ai padroni il calcolo dei profitti, agli operai la conta dei morti sul lavoro!
- Con i referendum si deviano i proletari nel pantano di un elezionismo impotente
- Valutazioni sbagliate da premesse sbagliate (a proposito di Medio Oriente e Maghreb)
- Amadeo Bordiga nel cammino della rivoluzione - II -
- Insegnamenti e conferme della nuova storia delle lotte proletarie
- Strage di proletari nel Canale di Sicilia e indignazione borghese
- Fincantieri: rabbia e determinazione operaie devono servire per ritrovare la via della lotta di classe
- Accordo capestro alle Officine ex Bertone della Fiat

Periódico bimestral. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8 €; £ 6; 25 FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50 FS.

Le printemps arabe est fini

(Suite de la page 1)

aussi Rome, Londres ou Berlin, critiquent la répression sanglante des manifestations, ils ont repris leurs relations et leurs affaires avec le régime syrien, même si c'est avec des hauts et des bas. En tout cas, ce que les puissances impérialistes veulent éviter, c'est que la vague sociale qui a déferlé en Tunisie et en Egypte ne s'étende à tout le Moyen-Orient. Peu leur importent les morts tombés dans la répression d'un Assad en Syrie, d'un Saleh au Yémen, d'un Moubarak en Egypte, d'un Ben Ali en Tunisie, d'un Bouffekri en Algérie ou d'un Kadhafi en Libye; s'ils multiplient les déclarations sur les "droits de l'homme" et les "droits démocratiques", c'est uniquement pour des raisons de propagande, pour faire oublier qu'ils ont soutenu jusqu'au bout ces régimes assassins! En experts en répression dans leurs propres pays et dans leurs anciennes colonies, ils savent parfaitement que pour "maintenir l'ordre" – leur ordre bourgeois – il est des moments où il faut être impitoyable envers ceux qui se révoltent, surtout s'ils se révoltent en masse.

L'essentiel pour les puissances impérialistes, est que la "paix sociale" soit assurée dans chaque pays par ses dirigeants, par la force brute s'il le faut, pour que puissent se développer les relations économiques et les affaires; et si les dirigeants locaux ne réussissent pas à contrôler la situation de façon satisfaisante, les forces armées de la "communauté internationale", c'est-à-dire des pays impérialistes qui dominent le monde, peuvent intervenir, comme c'est arrivé en Somalie et en Irak, dans les Balkans et au Liban, comme cela se produit actuellement en Afghanistan et en Libye et que cela vient de se passer en Côte d'Ivoire.

Les interventions militaires des pays impérialistes ont-elles jamais "résolu" les crises et apporté la paix et la tranquillité aux populations? Prétendant vouloir "pacifier" ces pays, elles ont au contraire toujours aggravé les tensions et les affrontements entre fractions bourgeoises qui se disputent entre elles comme des chacals pour obtenir ou conserver le pouvoir local.

* * *

Les informations non seulement sur la Syrie, mais aussi sur les autres pays arabes touchés par les révoltes, sont de plus en plus rares et partielles. Et pour cause!

Les puissances impérialistes d'Europe et d'Amérique veulent faire croire que leur *démocratie* a une valeur universelle à laquelle tout le monde devrait être attaché: rois et sujets, capitalistes et ouvriers, paysans et étudiants, intellectuels et affamés, réfugiés de guerre et pauvres des périphéries des métropoles; et que le "droit de vie et de mort" dont elles sont de fait les porteurs – à travers d'armements toujours plus sophistiqués et destructifs – est justifié par cette valeur universelle que le progrès capitaliste leur a donné pour qu'ils la répandent, comme un souffle divin, sur le monde entier.

La réalité est complètement différente, comme le démontrent les révoltes dans les Pays Arabes.

De la Tunisie où a commencé la révolte, à la Syrie qui ces dernières semaines est au centre des affrontements, les conditions socio-économiques des masses continuent à les pousser dans un bouillonnement incessant, contre les nouveaux ou les vieux régimes en place. Sans doute tous les pays ne connaissent pas les mêmes mouvements sociaux. En Tunisie, en Egypte, au Yémen, etc., les prolétaires et les masses prolétariées ont joué le rôle décisif dans une révolte qui a servi de véritable détonateur pour tous l'aire arabe; en Libye, dans les Pays du Golfe ou en Syrie, poussées également à la révolte par les conditions matérielles, les masses se sont mobilisées selon des orientations en quelque sorte prédéterminées par les forces d'opposition, devenant même inconsciemment des masses de manœuvre ou de la chair à canon pour des intérêts bourgeois particuliers et liées à tel ou tel pôle impérialiste régional ou mondial.

C'est ce qui explique que la «protection des populations civiles» sert de prétexte

pour justifier l'intervention militaire actuelle de l'OTAN en Libye, alors que l'embargo israélien contre Gaza qui affame son million et demi d'habitants n'émeut aucun des grands pays démocratiques, qui ne sont pas d'avantage émus des massacres au Yémen ou la répression contre les Chiïtes à Bahrein.

Il existe en réalité un réseau complexe d'intérêts capitalistes et de privilèges de castes enracinés depuis des décennies pour qui compte seulement la défense du *business* et des positions stratégiques contre les conséquences des secousses sociales dans la région, et qui pousse les impérialistes les plus agressifs à sortir leurs griffes et à faire payer le prix aux masses qui osent se révolter contre l'«ordre établi».

En Tunisie, où le «changement» tant espéré semblait vouloir apporter enfin des perspectives nouvelles de travail et de vie sociale, les médias parlent déjà de «contre-révolution». En Egypte, l'armée qui a toujours solidement le pouvoir en mains et qui a renvoyé les élections à la fin de l'année, intervient pour réprimer les manifestations et a interdit les grèves; pour conserver un semblant de popularité, elle a dû finalement organiser le procès de Moubarak et arrêter plus de 700 policiers trop «compromis avec l'ancien régime»... comme si le pilier principal de ce régime n'était pas précisément l'armée!

En Algérie la révolte couve, mais n'explose pas, s'exprimant par des grèves comme celle récente d'Air Algérie pour une augmentation de salaire de plus de 100% et qui a été brisée au bout de 4 jours avec des dizaines de licenciements.

Au Maroc, le roi a pour le moment réussi à calmer les mouvements de protestation avec ses promesses de réforme constitutionnelle qui laissent pourtant intacts les traits autocratiques du régime.

En Libye les impérialistes qui s'attendaient à un effondrement rapide du régime, n'arrivent plus à masquer l'impasse de leur intervention militaire. En dépit des bombardements continus (avec leur lot de morts civils, soigneusement passés sous silence par les médias occidentaux), la résistance tenace de Kadhafi et des tribus qui le soutiennent, les contraignent à reconsidérer les objectifs d'une opération qui, en dépit de toute la propagande sur la protection des civils et le mandat de l'ONU, n'a jamais été autre chose qu'une intervention militaire impérialiste; pour trouver une «voie de sortie», Paris et Washington activent des rapports plus ou moins secrets avec des émissaires de Tripoli.

Dans le Golfe Persique, la violente répression des manifestations au Koweït et à Bahrein a mis fin au moins provisoirement aux révoltes qui avaient secoué des régimes liés à l'Arabie Saoudite. Même chose au sultanat d'Oman après les émeutes et aux Emirats Arabes Unis qui ont accédé aux demandes Saoudiennes de suspendre leurs rapports économiques avec l'Iran.

Au Yémen, où le président Saleh qui est toujours soigné en Arabie Saoudite après ses blessures lors de l'attaque de l'immeuble présidentiel, les affrontements entre forces gouvernementales et oppositionnelles ont repris dans la capitale. On peut compter sur la chaîne de télévision la plus libre et la plus fourbe du monde arabe, Al Jazeera, qui a réussi à décupler son audience et ses profits à l'occasion des révoltes arabes en multipliant faits réels et inventés, pour transformer en scoops mondiaux les futurs bains de sang...

Les révoltes dans les Pays Arabes et leurs conséquences ont fait passer au second plan ce qui se passait sur le front palestinien: le Fatah et le Hamas, unis dans la crainte d'éventuels mouvements inspirés des agitations dans le monde arabe, se sont mis d'accord pour former un «gouvernement uni», dans la perspective d'une reconnaissance par l'ONU d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 et avec Jérusalem Est comme capitale. Israël s'est toujours opposé à un tel Etat palestinien comme à un accord entre le Hamas et le Fatah; en dépit des incessantes prétendues «négociations de paix», il a continué sa politique d'annexion des territoires palestiniens, de ré-

pression et d'apartheid, sans hésiter parfois à se heurter à ses parrains américains qui sont des plus en plus à la recherche d'une pacification entre israéliens et palestiniens (naturellement au détriment de ces derniers, écrasés depuis des décennies).

Si en Palestine la situation ne s'améliore pas le moins du monde pour les masses, dans la Jordanie voisine, le roi Abdallah semblait avoir réussi à calmer le mécontentement qui se manifestait tous les vendredis après la prière depuis le début de l'année, en promettant une réforme électorale, des mesures contre la corruption et une amnistie générale des prisonniers politiques. Cela n'a pas empêché la foule en colère d'attaquer un juin dernier un établissement que le roi visitait dans la ville de Tafleeh. Tafleeh est une ville du nord de la Jordanie, proche de la frontière avec la Syrie et de la ville de Deraa qui est l'un des foyers de la révolte syrienne.

L'attention des médias est focalisée sur la Syrie et sur la Libye parce que ce sont les deux pays qui préoccupent le plus aujourd'hui les impérialistes; mais en réalité toute l'aire arabe connaît une série d'interventions diplomatiques, économiques, politiques et militaires destinées à oeuvrer à une «normalisation» de la situation; mais celle-ci ne sera pas facile à obtenir, non seulement parce que les oppositions entre les bourgeoisies des divers pays impliqués et entre les factions bourgeoises internes augmenteront inévitablement, mais aussi et surtout parce que le mouvement des prolétaires et des masses prolétariées ne montre pas, au bout de 7 mois, de signes de disparition.

Les conditions matérielles des masses qui ont provoqué les révoltes en Tunisie, en Egypte, au Yémen et ailleurs, ne se sont pas améliorées mais se sont au contraire détériorées malgré la chute des tyrans et les promesses de réformes, de liberté politique et de démocratie.

Un gros obstacle au mouvement des prolétaires et des masses est constitué par les illusions petites-bourgeoises envers les solutions électorales et les changements cosmétiques en termes parlementaires et réformistes que répandent à profusion les gouvernements, les partis d'opposition et les puissances impérialistes; mais les révoltes font la démonstration que les gouvernements d'hier et d'aujourd'hui sont prêts à «tout changer afin que rien ne change», c'est-à-dire afin que reste intact le pouvoir capitaliste et les privilèges bourgeois!

La répression est accompagnée de promesses de réformes, la destitution de dirigeants s'accompagne du maintien de gouvernements tout aussi corrompus et oppresseurs que les précédents, les concessions sur les libertés de presse et de réunion vont de pair avec la répression des grèves et des manifestations. Pour les capitalistes locaux comme les capitalistes étrangers, il faut calmer au plus vite les révoltes afin de continuer au mieux l'exploitation et l'accumulation des profits, et tant pis si pour cela, il faut sacrifier Ben Ali, Moubarak, Saleh et demain Bachar El-Assad...

Si les prolétaires, en Syrie comme en Tunisie, en Egypte et partout, ne veulent pas continuer à être dominés et exploités par le capitalisme et les pouvoirs bourgeois qui le défendent, il leur faudra, après avoir séparé leurs aspirations et leurs objectifs de ceux des réformistes et des démocrates, orienter leur colère et leur révolte vers la lutte pour leurs seuls véritables **intérêts de classe**!

Ces intérêts ne seront jamais défendus par d'autres classes sociales et encore moins par les bourgeois qui, au contraire, répriment et massacrent les prolétaires pour les «con vaincre» de sacrifier leurs intérêts au nom du soutien à la nation ou à la démocratie.

Prendre la voie des manifestations de rue et de la révolte est une réaction indispensable à des décennies de misère, de répression et d'exploitation toujours plus bestiale; mais cela ne suffit pas. Le prolétariat a entre ses mains une grande force qui peut devenir toute puissante à la condition qu'elle soit organisée sur des **bases de classe**, orientée et dirigée vers des **objectifs de classe** en utilisant les méthodes et les moyens de la **lutte de classe**, qui ne sont tels que lorsqu'ils sont utilisés uniquement pour défendre les intérêts, immédiats et futurs, de classe.

Les médias du monde entier ont défini les révoltes dans les Pays Arabes comme des

«révolutions».

Mais l'histoire enseigne qu'une véritable révolution est quelque chose de bien différent. La révolution est l'opposé de la démocratie, des protestations pacifiques, des simples changements de gouvernement; c'est le processus par lequel une classe organisée autour d'un programme qui exprime ses intérêts et ses buts généraux, s'engage dans l'affrontement armé avec l'Etat existant pour conquérir le pouvoir politique et édifier un nouvel appareil d'Etat apte à la réalisation des objectifs révolutionnaires.

Dans la société bourgeoise, la seule classe révolutionnaire est le prolétariat, la classe des travailleurs salariés, parce que c'est la seule classe qui n'a rien à défendre dans cette société où il est exploité afin de produire les profits indispensables au fonctionnement du capitalisme. Pour assurer cette production, la minorité qui constitue la classe bourgeoise opprime la majorité de la population: prolétaires, paysans pauvres, etc.; outre l'exploitation de la force de travail, le système capitaliste produit misère, chômage, faim, dégénérescence sociale, saccage de l'environnement, guerre!

Ce n'est pas là une caractéristique des pays pauvres, mais la caractéristique constante du capitalisme dans tous les pays. Et c'est pourquoi les prolétaires de Tunisie ne sont pas seulement les frères de classe des prolétaires des Pays Arabes, d'Egypte ou de Syrie, mais les frères de classe des prolétaires du monde entier.

L'émancipation des prolétaires de l'exploitation capitaliste, de l'esclavage salarié, ne sera ni facile, ni le résultat automatique de la révolte des masses contre les exactions du pouvoir bourgeois. L'histoire enseigne qu'il s'agit d'une guerre, d'une **guerre de classe** qui doit être minutieusement préparée parce que la bourgeoisie utilise tous les moyens pour défendre sa domination: la force militaire, la force politique, la force religieuse, la force de la propagande, c'est-à-dire du mensonge, de la tromperie, du chantage. La dictature économique du capital a besoin d'une correspondance au plan politique et c'est la raison pour laquelle dans tous les pays la bourgeoisie tend à militariser la société, à aggraver l'autoritarisme social et le *despotisme de fabrique* existants.

Le prolétariat ne pourra se défendre de cette formidable pression qu'en s'organisant d'abord pour **se défendre** contre les attaques de la classe dominante, avant de pouvoir ensuite passer à l'**attaque** contre le pouvoir politique bourgeois afin de révolutionner de fond en comble la société. Il devra et pourra compter sur trois éléments fondamentaux: ses organisations de classe de défense immédiate, son internationalisme et son parti politique qui incarne la conscience historique de ses buts généraux et qui assume la tâche de diriger sa lutte révolutionnaire.

Les prolétaires des Pays Arabes qui connaissent depuis des mois une situation de grande agitation sociale, n'ont pas encore pu atteindre une maturité politique classiste suffisante pour indiquer aux prolétaires des grands pays capitalistes la voie à suivre pour retrouver le terrain de la lutte de classe révolutionnaire. Mais les secousses qui ont frappé les Pays Arabes ont aussi provoqué

(Suite en page 4)

Suplemento No 14 al No 48 de «el programa comunista» Agosto de 2011

EN ESTE SUPLEMENTO

- Las revueltas en los países árabes y el imperialismo
- No a la intervención militar imperialista en Libia!
- Bengasi, Derna, Al Bayda, Tobruk, Zintan, Tripoli: Las revueltas que han convulsionado Túnez y Egipto se extienden a Libia, donde Gadafi intenta sofocarlas con un baño de sangre
- Egipto en llamas.
- ¡Viva la revuelta de la juventud proletaria! En Túnez y en Argelia, reducida al hambre y al desempleo, la juventud proletaria se rebela.
- En Lampedusa, intolerancia, odio de clase y espíritu solidario de los isleños

La révolte en Grande-Bretagne annonce les futures révoltes en Europe

(Suite de la page 1)

(Thatcher, John Major), mais à partir des années 2000 c'est sous des gouvernements travaillistes (Tony Blair, Gordon Brown), qu'elles éclatèrent; maintenant c'est un gouvernement conservateur qui dirige le pays: démonstration que ce n'est pas la couleur politique du gouvernement qui est visée par les émeutiers, mais la politique dite libérale qui, pour faire face aux crises capitalistes, ne trouve rien d'autre que de pressurer toujours plus les grandes masses prolétariennes.

Bien que l'histoire récente démontre clairement que la détérioration de la condition des travailleurs et des couches pauvres est à la base de ces explosions, les gouvernements bourgeois réagissent comme si elles éclataient pour la première fois; ils font porter la responsabilité des affrontements, des incendies et des pillages à des groupes de violents et de voyous.

En réalité la **violence** systématique, quotidienne, que le pouvoir bourgeois exerce sur les prolétaires et en particulier sur les jeunes prolétaires à qui il ne promet que la misère, le désespoir et la mort, ne peut pas ne pas provoquer tôt ou tard chez ces masses marginalisées des réactions de revanche violentes, désordonnées voire même gratuites, envers la police et les symboles d'un système économique qui les écrase.

Poussées par une colère incontrôlable, les émeutiers ont répondu par ces actes de violence et de destructions contre des magasins regorgeant de marchandises qu'ils ne peuvent acheter, contre des bâtiments et des palais qui sont une insulte à leur vie misérable, à la haine exercée systématiquement par la police et le pouvoir bourgeois qui la dirige, envers les prolétaires révoltés, aujourd'hui comme lors des émeutes précédentes

«*Nous allons vous faire sentir le poids*

de la loi!» crie aux révoltés le premier Ministre Cameron en mobilisant 16 mille policiers pour faire cesser les troubles dans les quartiers de Londres; mais la loi bourgeoise s'appuie sur la violence économique et sociale d'un mode de production, le capitalisme, qui n'a d'autres perspective à offrir aux travailleurs et aux masses que celles qui les poussent à se révolter: misère, chômage, marginalisation, dans une ambiance sociale qui se détériore toujours davantage!

La haine bourgeoise ne disparaîtra pas avec la fin des émeutes de ces derniers jours, pas plus qu'elle n'a disparu après les émeutes de 1981, 1985, 1990, 1995, 2001 et 2005; elle continuera, exprimant la brutalité systématique d'une classe qui s'approprie la richesse sociale par l'exploitation, la répression et l'écrasement des classes laborieuses (1).

Les prolétaires n'ont pas le choix: ou ils se révoltent, où ils meurent suffoqués dans leur sueur et leur sang.

L'explosion sociale actuelle, comme celles qui l'ont précédée, s'est épuisée au bout de quelques jours, comme un volcan après une éruption. Mais cela ne signifie pas que les causes qui l'ont provoquée aient disparu; elles vont continuer à travailler dans le sous-sol économique et elles provoqueront de nouvelles explosions.

C'est pourquoi les prolétaires doivent recommencer à apprendre ce qu'avaient appris les générations prolétariennes des années vingt du siècle dernier: organiser leur haine de classe dans des formes de résistance à la pression et à la répression bourgeoises, et de défense de leurs conditions de vie dans le cadre de la **lutte de classe**; c'est-à-dire d'une lutte qui ne se limite pas à une flambée momentanée de violence mais qui se fixe des objectifs de longue portée; d'une lutte qui se renforce par la solidarité de classe et la défense exclusive des intérêts prolétariens immédiats; d'une lutte qui ne s'éteint

pas quand s'épuise la force physique de la poussée initiale, mais qui persiste à travers les hauts et les bas des affrontements sociaux; bref d'une lutte qui représente une perspective d'avenir que la société du capital, la société de l'exploitation du travail salarié, de la répression et des privilèges bourgeois, de la violence économique, sociale et politique contre les masses prolétariennes, refuse complètement à la grande majorité de la population.

La **lutte de classe** est le grand objectif auquel sont appelés les prolétaires par les faits matériels eux-mêmes, par l'explosion des contradictions sociales destinées à s'aggraver tous jours davantage; c'est le grand objectif des prolétaires dans tous les pays parce que ce n'est que par la lutte de classe qu'il est possible d'ébranler les fondements de la société bourgeoise qui les opprime et les réprime, et de s'opposer réellement aux mesures anti-prolétariennes que prennent et prendront les gouvernements bourgeois pour faire face aux crises capitalistes; c'est le grand objectif du prolétariat qui doit se préparer à combattre la politique oppressive et répressive sur le terrain économique et social, mais aussi la politique de guerre qu'adoptera tôt ou tard le pouvoir bourgeois, poussé inexorablement par la concurrence inter-impérialiste qui consomme progressivement les ressources de l'Etat-providence mis en place depuis des décennies pour exploiter avec le moins de problèmes les prolétaires.

La lutte de classe est la perspective dans laquelle les prolétaires britanniques, comme les prolétaires en révolte des pays arabes au cours de ces derniers mois et comme les prolétaires du monde entier, peuvent trouver la nécessaire solidarité internationaliste pour affronter les pouvoirs bourgeois alliés entre eux dans cette période de crise économique qui met en difficulté les économies les plus puissantes de la planète.

Dans cette perspective s'inscrit depuis toujours le **parti prolétarien de classe**, le parti communiste révolutionnaire que le prolétariat reconnaîtra comme sa direction théorique et pratique dans la mesure où l'affrontement entre les classes produira des avant-gardes classistes qui arracheront les prolétaires à l'influence délétère de l'opportunisme, de la démocratie, des illusions petites-bourgeoises, et transformeront les explosions de violence en force organisée de classe.

L'attitude bourgeoise sera toujours la même: répression et assassinats. La riposte prolétarienne qui aujourd'hui se manifeste par la colère, la dévastation des quartiers, l'explosion aveugle des tensions accumulées depuis des années, devra dépasser ce stade primitif de la violence de rue pour s'incarner dans l'organisation de la lutte de classe, lucide et consciente de l'antagonisme irréconciliable entre bourgeois et prolétaires.

Telle est la seule perspective positive pour les prolétaires, qui, après l'appel à la lutte de leurs frères de classe en Grèce, se révoltent aujourd'hui contre l'austérité bourgeoise en Grande Bretagne, l'un des pays capitalistes les plus puissants du monde, annonçant ce qui va se passer demain dans les autres pays européens.

(1) Cette **haine de classe** peut se lire dans la sévérité des condamnations des émeutiers: 4 ans de prison pour de simples messages sur Facebook (sans participation aux émeutes), 6 mois de prison ferme pour le vol de 2 bouteilles d'eau, etc. Des centaines de personnes ont été inculpées, après des appels à délation et publication de photos de suspects sur divers sites internet de la police ou de certains journaux. De son côté la firme RIM qui produit les téléphones portables Blackberry, a annoncé qu'elle collaborait avec la police «*comme elle le fait dans tous les pays*» en lui transmettant des données sur ceux qui utilisaient ces appareils lors des émeutes.

Le printemps arabe est fini

(Suite de la page 3)

une augmentation de l'émigration, notamment vers l'Europe, de prolétaires fuyant la misère, la répression, la faim et la guerre; ils apportent avec eux une charge de colère sociale accumulée dans leurs pays d'origine qui contaminera tôt ou tard le prolétariat européen assoupi. Celui-ci a une riche expérience de luttes révolutionnaires et de classe, mais des décennies de réformisme et de collaboration entre les classes la lui ont faite oublier.

Nous ne savons pas si une période de très grave crise économique et sociale va éclater en Europe, poussant les prolétaires des pays européens sur la voie de la révolte comme cela est le cas dans les Pays Arabes ces derniers mois; nous ne savons pas s'il faudra attendre que soit complètement détruit le réseau des amortisseurs sociaux, base matérielle du collaborationnisme politique et syndical, pour que les prolétaires d'Europe se souviennent de leurs anciennes traditions de classe et de leurs anciens combats.

Mais ce qui est certain, c'est que dans le sous-sol économique y compris des pays capitalistes les plus puissants, s'accroissent les tensions et les contradictions qui feront inévitablement exploser les dispositifs mis en place par la démocratie bourgeoise pour contrôler et contenir les poussées de lutte des prolétaires de telle ou telle usine, de tel ou tel secteur, de tel ou tel pays.

Alors l'alternative sera: mourir pour les capitalistes, de faim, de misère ou à la guerre, ou s'engager dans la lutte à mort contre l'ordre établi, contre le véritable ennemi des prolétaires de tous les pays, la classe bourgeoise et son Etat.

Seule la lutte de classe pourra ouvrir aux prolétaires une perspective que la bourgeoisie ne pourra jamais offrir, celle de leur émancipation!

La Grèce au bord de la faillite

La lutte des prolétaires grecs contre une austérité de plus en plus dure anticipe les futures luttes des prolétaires des autres pays européens

Les effets de la crise capitaliste mondiale qui depuis 2009 a mis à genoux l'économie des pays européens les plus faibles poussent la Grèce vers la faillite. L'économie grecque, à l'instar de celle de pays comme l'Irlande, le Portugal ou des pays d'Europe orientale, est soumise à une tension grandissante en raison d'un endettement toujours plus élevé et d'une exploitation toujours plus grande des travailleurs autochtones et immigrés: le but était avant tout de rester dans le cercle soi-disant vertueux de la zone euro, qui permet d'avoir accès aux prêts de la Banque Centrale Européenne. L'économie capitaliste est partout fondée sur l'endettement, c'est-à-dire sur des prêts: quand les prêts ne peuvent plus être remboursés, l'économie entre en crise.

De même que les profits, sous le capitalisme les conséquences de la crise ne sont pas réparties également entre tous les habitants. Les profits sont accumulés par les capitalistes, qui ne sont qu'une petite minorité de la population, alors que la majorité ne peut espérer recevoir que des miettes.

Les ravages de la crise, sur le plan des salaires et des conditions de vie et de travail, sont infligées à la majorité de la population et surtout aux prolétaires. Tant que règne le capitalisme ceux-ci sont toujours durement frappés: quand l'économie est en croissance (pour utiliser un terme cher à tous les bourgeois), l'exploitation de la force de travail ne diminue pas, mais s'étend et s'approfondit, même si quelques concessions sont accordées; quand l'économie est en crise, l'exploitation ne disparaît évidemment pas mais se fait encore plus intense pour ceux qui travaillent, alors que le chômage s'accroît et que de façon générale l'appauvrissement et l'insécurité touchent des couches toujours plus larges.

La crise économique démontre que le

système capitaliste est incapable de fournir une solution aux problèmes du prolétariat, parce que pour la bourgeoisie il ne peut y avoir de sortie de crise qu'en attaquant les prolétaires: **intensification de l'exploitation, augmentation de la concurrence entre travailleurs, accroissement du despotisme économique et social, répression de toute poussée de résistance contre cette dégradation généralisée de leur situation.**

Dès le printemps de l'année dernière, les ouvriers en Grèce sont entrés en lutte par des grèves et des manifestations contre le plan d'austérité décidé par le gouvernement de Papandréou pour obtenir du FMI et de la BCE le prêt de 110 milliards d'euros jugés nécessaires pour «sauver» l'économie grecque et la stabilité de l'euro.

Un nouveau prêt d'une centaine de milliards d'euros est en discussion car ce plan s'est révélé insuffisant l'économie grecque étant incapable d'empêcher d'ici 2012 la faillite de son Etat; les grandes banques, les grandes entreprises, comme les autres Etats européens, veulent éviter un défaut de l'Etat grec qui provoquerait une crise encore plus profonde.

Devant cette perspective, les dirigeants et les capitalistes européens ne conçoivent d'autre solution que d'accroître la pression sur les masses laborieuses grecques, provoquant une dégradation encore plus forte de leurs conditions de vie. Que reste au pouvoir le gouvernement socialiste, que s'installe un gouvernement d'union nationale ou que soient décidées des élections anticipées, le pouvoir bourgeois n'a pas d'autre alternative pour les prolétaires des larmes et du sang et le talon de fer contre leur rébellion!

Les travailleurs peuvent-ils échapper au sort que leur réservent les capitalistes?

S'ils continuent à rester prisonniers des illusions de la démocratie parlementaire, qui

propose une éternelle discussion entre des forces politiques de gauche ou de droite, toutes intéressées à «sauver l'économie grecque» - ce qui signifie sauver les profits du capitalisme grec - et à leur faire accepter les sacrifices, les travailleurs sont condamnés à ne pas pouvoir se défendre.

De leur côté, les forces réformistes «de gauche», qu'elles soient syndicales comme le PAME ou politiques comme le Parti Communiste Grec (KKE), crient contre les monopoles et le capital; mais c'est pour mieux enchaîner les prolétaires à des objectifs bourgeois comme la *défense du pays contre la faillite* et à les noyer dans la masse **interclassiste** du peuple! Elles dirigent la colère prolétarienne vers des «luttes» et des grèves générales incapables de défendre leurs intérêts de classe parce que ces intérêts sont mis de côté dans le but de mettre sur pied un confus, indistinct et impuissant mouvement «populaire» interclassiste.

Les prolétaires vivent dans leur chair, jour après jour, non seulement les conséquences désastreuses de l'exploitation capitaliste renforcée par la crise, mais aussi les conséquences paralysantes de ces politiques soi-disant démocratiques, progressistes ou socialistes, qui mettent leurs revendications les plus élémentaires à la remorque de l'«intérêt national» - qui n'est pas autre chose que l'**intérêt du capitalisme national** - et qui les noient dans des rassemblements populaires, alors que la simple perspective de l'affrontement de classe ouvert est incomparablement plus efficace que les plus gigantesques manifestations pacifiques devant le parlement.

Ceux qui ne parlent que de *peuple*, de *pouvoir du peuple*, de *alliance populaire*, de *gouvernement populaire*, veulent en réalité rester dans le cadre des institutions politiques bourgeoises et du mode de production

Mouvement des « indignés » en Espagne: La corruption, le bureaucratisme politique, le chômage, sont inévitables sous le capitalisme. Il ne sera possible d'en finir que par la lutte de classe prolétarienne, anti-démocratique, anti-légaliste et anti-pacifiste!

Le 15 mai, 7 jours avant les élections municipales et régionales qui devaient avoir lieu dans presque tout l'Etat espagnol, des milliers de jeunes, précaires et étudiants, ont commencé à se réunir à Madrid, sur la place «Puerta del Sol» avec l'intention d'y installer un campement, pour protester contre «le système de deux partis», derrière le slogan «la démocratie réelle, maintenant!». Après avoir été délogés au petit matin, ils revinrent les jours suivants en nombre croissant.

Au milieu d'une des campagnes électorales les plus intenses de ces dernières années, qui devait s'achever par une victoire retentissante du Parti Populaire (droite), y compris dans les bastions traditionnels du Parti Socialiste au pouvoir, ces manifestations, qui durent jusqu'à aujourd'hui, ont lancé une série de proclamations centrées sur une large réforme des institutions pour permettre une véritable *participation populaire* dans le système de gouvernement.

Deux années de crise ont infligé une terrible aggravation de ses conditions d'existence à la classe prolétarienne: l'augmentation du chômage, la hausse du prix des produits de base, l'intensification des rythmes de travail, la baisse des salaires... Et cette offensive de la bourgeoisie contre la classe ouvrière a trouvé dans les syndicats jaunes, collaborationnistes, une garantie de maintien de la paix sociale, en paralysant les travailleurs avec la croyance que la seule façon d'améliorer leur situation est de répondre aux attaques par la compromission systématique avec les autorités.

L'influence du collaborationnisme des partis et syndicats soi-disant ouvriers a permis de garder le contrôle de la situation non

seulement au niveau général, en refusant toute grande manifestation nationale ou régionale, mais aussi au niveau plus élémentaire, en refusant par principe tout recours à la grève, y compris dans des entreprises et usines isolées, face à toute décision patronale s'attaquant aux conditions de travail des prolétaires.

Mais les effets de l'aggravation de la situation matérielle du prolétariat dans le monde n'ont pas pu être partout contenus par les digues érigées par l'opportunisme politique et le collaborationnisme syndical pour freiner la réaction naturelle des prolétaires.

Depuis la fin de l'année dernière, l'augmentation démesurée du coût de la vie, la rareté des produits de base, etc., ont conduit le prolétariat dans les pays d'Afrique du Nord et du Proche Orient, en Tunisie, en Egypte, en Syrie, etc., à se lancer dans des révoltes qui ont provoqué la chute des Ben Ali, Moubarak qui gouvernaient avec le soutien des pays impérialistes au milieu de corruption, de vol et de violence exercés contre les masses pauvres. Le suicide d'un vendeur ambulancier à Sidi Bouzid, une petite ville de Tunisie, a déclenché un soulèvement à grande échelle impliquant les larges masses de prolétaires qui exigeaient l'amélioration de leurs conditions d'existence.

La petite-bourgeoisie, classe sociale exclue du pouvoir dans le monde bourgeois, frappée par la crise et indignée par le despotisme des gouvernants, et qui est poussée à la lutte par peur panique de la prolétarisation, s'est associée à la lutte spontanée des masses prolétariennes, lutte sans objectifs clairs et inévitablement confuse en raison de l'absence d'une direction anticapitaliste; cette absence est la conséquence de décennies de contre-révolution permanente qui ont vu se coaliser les bourgeoisies locales, l'impérialisme des pays occidentaux plus développés ainsi que les diverses fractions d'opposition, nationalistes ou religieuses.

Les mots d'ordre de «démocratie» «liberté politique», etc., expriment les aspirations de cette petite-bourgeoisie qui s'est mise à la tête de la lutte et qui oriente le mouvement des prolétaires et des masses prolétariennes vers des objectifs interclassistes, nationalistes et de cohésion sociale finalisés vers le développement du pays. La réponse prolétarienne normale à une situation de très grave crise, qui en arrive à mettre en danger la survie physique, débouche pour cette raison sur un mouvement qui peut accélérer le retour à la lutte classiste du prolétariat, mais qui n'y arrive pas automatiquement car il est encore contenu, par le terrible poids de l'influence bourgeoise, dans les limites de la lutte démocratique.

Les conséquences en Espagne de la crise économique sur le prolétariat n'ont pas été aussi dévastatrices que dans les pays de la périphérie capitaliste, en raison de la persistance des amortisseurs sociaux concédés par la bourgeoisie durant les décennies de croissance économique pour atténuer les tensions sociales. Ce fait, lié à l'action au sein des rangs prolétariens des agents de la bourgeoisie que sont les forces de l'opportunisme ouvrier et du syndicalisme jaune pour garantir la réalisation de toutes les mesures anti-ouvrières nécessaires au capitalisme (agissant comme de véritables pompiers sociaux et organisant la passivité ouvrière à tous les niveaux), a permis le maintien de la paix sociale malgré la dégradation rapide des conditions de vie et de travail de secteurs toujours plus nombreux du prolétariat.

Cependant les tensions sociales se sont inévitablement accrues ces dernières années, de façon lente, mais continue en dépit de toutes les issues individuelles ou collectives offertes par le système capitaliste.

Le «mouvement du 15 mai» qui est res-

ponsable des manifestations de la Puerta del Sol, est un reflet de ces tensions sociales. La composition essentiellement petite-bourgeoise de ce mouvement n'empêche pas qu'il exprime un malaise généralisé dans toutes les couches sociales qui voient leur situation se détériorer progressivement. En fait, c'est la petite-bourgeoisie la plus appauvrie, composée de jeunes diplômés sans avenir professionnel étant donné l'extrême précarisation de l'emploi, de professions libérales, etc., qui, dans une situation comme celle actuelle, peut être la première à se mettre en mouvement, parce qu'à certains moments elle peut ressentir davantage les coups du système capitaliste que le prolétariat (qui reçoit encore des aides sociales, des subsides, etc.).

Mais à l'inverse des pays du sud de la Méditerranée où la révolte des prolétaires et des paysans pauvres s'est retrouvée sous la direction d'une petite-bourgeoisie sans aucun doute plus touchée par la crise qu'en Espagne, la protestation est née à Madrid (centre des manifestations) en absence totale de luttes ouvrières, qu'elles soient généralisées ou localisées. Les manifestations des jeunes «indignés» ont pris comme objectif la «partitocratie», la «dégénérescence de la démocratie», etc., voulant régénérer un système qui effectivement ne garantit pas le «futur» des classes intermédiaires, qui ne promet pas un travail bien rémunéré aux diplômés, en un mot qui menace la petite-bourgeoisie de paupérisation et de prolétarisation.

La revendication générale qui donne son nom au mouvement, «la démocratie véritable maintenant!» résume parfaitement ces aspirations. La démocratie est le système de gouvernement utilisé préférentiellement par la bourgeoisie depuis son époque révolutionnaire. C'est le système qui se base, au moins en théorie, sur l'égalité des citoyens pour régir la chose publique. Mais les conditions naturelles mêmes du capitalisme impliquent que la société qui se développe sur cette base se divise en deux classes opposées: la classe qui possède les moyens de production, la classe des bourgeois, et la classe des sans-réserves, qui ne peut vivre qu'en vendant sa force de travail, la classe des prolétaires.

Ces deux classes sont en permanence opposées, jusque dans les moindres aspects de la vie de tous les jours, parce que la domination sociale de la bourgeoisie dépend de l'exploitation toujours plus grande du prolétariat, dont est extraite la plus-value qui garantit sa survie comme classe dominante. De leur côté, les prolétaires sont poussés à lutter tant contre cette exploitation croissante que, à certains moments de grande tension sociale, contre la domination même de la bourgeoisie. La démocratie apparaît alors comme le système de gouvernement utilisé par la bourgeoisie pour obtenir le consensus du prolétariat en lui inculquant continuellement le poison de l'interclassisme, de l'intérêt national supérieur au nom duquel il doit accepter toutes les concessions.

Plus de démocratie, par conséquent, signifie inévitablement plus de capitalisme.

La revendication de «la démocratie réelle, maintenant!» est la revendication de la petite-bourgeoisie, qui souffre aussi des conséquences du gouvernement despotique de la classe bourgeoise et des monopoles, d'être incluse dans le gouvernement de la société, de ne pas être plongée dans les rangs du prolétariat par les ravages de la concurrence. Concurrence qui est inévitable dans le système capitaliste qui engendre la corruption, les trafics et le système politique des deux partis; concurrence qui est la source de tous les maux dont souffre la petite-bourgeoisie, mais que sa nature de classe empêche en réalité de combattre. La démocratie qui existe aujourd'hui dans les pays impérialistes comme celle qui existe

dans les pays capitalistes périphériques, est la seule qui peut exister, la seule réelle.

Le prolétariat ne peut sans aucun doute être indifférent à ce type de mouvement. En premier lieu parce qu'il est lui-même infecté du virus démocratique et qu'il voit dans ces mobilisations le reflet de sa croyance dans la justice sociale promise par la bourgeoisie elle-même. Mais aussi parce que sa situation de classe exploitée, en absence d'une perspective sérieuse et réelle de reprise de la lutte anticapitaliste, ne peut pas ne pas trouver dans la lutte pour une démocratie «authentique» un substitut à sa lutte de classe: ce type de mouvement peut être pris pour un substitut pour la lutte de la classe ouvrière sur le terrain immédiat, pour la défense de ses conditions de vie et de travail.

Mais en réalité les revendications qui s'y expriment sont absolument étrangères aux exigences que la classe ouvrière doit exprimer en tant que classe sociale antagonique à l'ensemble du monde capitaliste.

En fait, devant l'inexistence d'un réformisme politique syndical crédible sur le terrain de la défense, même seulement en paroles, des intérêts ouvriers, des mouvements comme celui du 15 mai peuvent jouer le rôle d'un réformisme de rechange, là où le réformisme traditionnel a perdu de son influence à la suite de sa longue histoire de collaboration avec la bourgeoisie.

Le prolétariat doit lutter pour défendre ses conditions de résistance face à l'attaque bourgeoise avec tout son cortège de prévarications, etc. Mais il n'a rien à attendre de la lutte «démocratique», réformiste, qui prétend lui offrir des solutions dans le cadre de l'exploitation capitaliste et de son système politique codifié en électoralisme, pacifisme, légalisme...

Pour mener à bien sa lutte de classe, le prolétariat devra inévitablement retrouver la voie de l'affrontement direct avec la bourgeoisie et ses alliés, pour la défense intransigeante de ses conditions de vie, de travail, de logement, etc. Cette lutte passe nécessairement par la constitution d'organisations classistes combattant sur le terrain immédiat indépendamment des intérêts économiques de l'entreprise, de la région ou du pays.

Mais cette lutte elle-même ne peut que limiter ou atténuer les conséquences du capitalisme si elle ne se hisse pas au niveau du combat politique. Et sur ce plan le prolétariat a besoin de trouver son parti de classe, le parti communiste révolutionnaire, internationaliste et international, absolument étranger à tout intérêt qui ne soit pas l'intérêt historique du prolétariat: la destruction du pouvoir politique bourgeois, démocratique ou dictatorial suivant les besoins de la classe dominante, l'instauration par des moyens violents et illégaux de sa dictature de classe, despotique et terroriste contre ses ennemis, étape indispensable pour aller vers la transformation socialiste de la société, vers un monde sans propriété privée, sans travail salarié... vers la société du genre humain.

Quand les prolétaires ressentiront dans leur chair l'ardente nécessité du communisme et qu'ils verront la possibilité de sa réalisation pratique, alors le sentiment hypocrite et religieux de l'indignation arboré aujourd'hui par la petite-bourgeoisie en tant qu'expression de sa morale de boutique, laissera la place au sentiment sain de haine mortelle envers la bourgeoisie et ses laquais, à la nécessité impérieuse de la violence envers ses défenseurs.

Alors disparaîtra définitivement la résignation et renaîtra l'espoir dans un avenir sans exploitation.

Pour la défense intransigeante des conditions de vie et de lutte de la classe prolétarienne!

Contre la démocratie, système de gouvernement de la bourgeoisie qui emprisonne la prolétariat dans la paix sociale!

Contre toute concession à l'idéologie bourgeoise!

Pour la constitution du parti communiste Mondial!

Pour la société de l'espèce humaine, sans division de classes ni exploitation de l'homme par l'homme, pour le communisme!

capitaliste dont ils ne dénoncent que les monopoles privés, comme si le monopole d'Etat n'était pas la forme suprême de la concentration du capitalisme et du renforcement de sa domination sur la société!

Les prolétaires, en Grèce comme d'ailleurs, doivent retrouver la voie de la **lutte de classe ouverte**, contre la classe bourgeoise, son Etat et les couches qui défendent sa domination (comme la petite et moyenne bourgeoisie, l'Eglise, les couches d'aristocratie ouvrière...), la voie de la lutte véritable pour l'émancipation du salariat, donc du capitalisme: tant qu'existe le salariat, existe le capitalisme et le pouvoir économique et politique bourgeois.

Pour combattre contre le capital, le prolétariat doit commencer par s'organiser en classe distincte, donc en dehors de toute collaboration de classe au nom de l'unité du «peuple»; il doit constituer des organisations de classe pour la lutte de défense immédiate, indépendantes non seulement de la bourgeoisie et de son Etat, mais aussi des forces collaborationnistes réformistes. Sur ce terrain de lutte, les prolétaires peuvent se reconnaître comme frères de classe, surmonter la concurrence entre eux, et construire une forte et durable solidarité de classe internationale solide (et non une prétendue solidarité nationale et populaire).

Arrivant après des décennies de collaboration entre les classes, la crise capitaliste a affaibli le prolétariat dans tous les pays. Mais celui-ci peut reconstituer sa force de classe s'il renoue avec la tradition des luttes de classe qu'il a menés autrefois, faisant trembler non un simple gouvernement, mais la société et les classes bourgeoises du monde entier.

Reprendre la voie de la lutte de classe, c'est reconstituer la seule force sociale capable d'en finir avec la société du capital, avec la misère, le chômage, la guerre, perspective dans laquelle le prolétariat en lutte aura à se regrouper autour de son organe politique, le **parti de classe communiste et international**, pour pouvoir être enfin victorieux.

Les Faux Amis de la Commune

Le 140e anniversaire de la Commune de Paris n'a, tout compte fait, pas donné lieu à de nombreuses commémorations; c'est compréhensible, car pour célébrer la Commune autrement que par des expositions, pour la célébrer comme l'un des «assauts au ciel» du prolétariat, il faudra que le prolétariat lui-même se soit réveillé de la trop longue torpeur dans laquelle l'ont plongé les drogues anesthésiantes de la démocratie et de la collaboration entre les classes. Cette oeuvre de paralysie du prolétariat s'accompagne nécessairement d'un effort permanent pour lui faire oublier son ancienne tradition classiste, pour falsifier un riche passé de luttes sur lequel il pourrait s'appuyer aujourd'hui encore. Et cet effort pernicieux est d'autant plus efficace quand il est accompli par des forces qui prétendent être ses amis et par des groupes qui affirment vouloir justement défendre ce passé glorieux.

Un exemple particulièrement répugnant nous est fourni par «Les amis de la Commune»; il s'agit d'une association, traditionnellement dirigée par le PCF, qui organise des commémorations rituelles à chaque anniversaire, et qui se veut en quelque sorte le dépositaire «officiel» de la mémoire de la Commune.

Cette année pour l'anniversaire de l'insurrection parisienne, elle n'a rien trouvé de mieux que de lancer... une pétition «pour la réhabilitation de la Commune et des communards» (1)! Le procédé est déjà en soi ridicule, mais nous allons voir qu'il correspond en fait parfaitement à son objectif: dénaturer le sens réel de la Commune.

Le texte de la pétition commence par dire que la loi d'amnistie des Communards, votée en 1880, est insuffisante, puis il continue:

«140 ans après la Commune de Paris, il est plus que temps que la nation aille au-delà de l'amnistie. Il est plus que temps de reconnaître à la Commune toute sa place dans l'histoire universelle comme un vecteur décisif de la conquête de la République, de la conquête des droits sociaux qui traduisent les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité».

Il est clair d'emblée que pour leurs auteurs cette initiative ne s'inscrit absolument pas dans une perspective de classe, mais dans la perspective de «la nation», c'est-à-dire dans une perspective interclassiste; et qu'en outre cette reconnaissance de la Commune par la nation - c'est-à-dire, y compris par la bourgeoisie, par les descendants des fusillards de 1871! -, est demandée en réduisant son sens à une lutte pour l'instauration de la république - c'est-à-dire une forme particulière de l'Etat bourgeois -, les «droits sociaux» décrétés par la Commune, n'étant que la traduction des idéaux républicains!

Le ton est donné; la demande de réhabilitation des Communards, qui selon la pétition est une «urgence démocratique», est en fait une nouvelle attaque contre eux, une nouvelle falsification de ce qu'a été et de ce qu'a représenté la Commune, un nouveau reniement de ce en quoi elle est immortelle, selon le mot de Lénine. La pétition demande «une série de mesures concrètes immédiates» dont on ne sait s'il faut en rire ou en pleurer, comme «inscrire la Commune dans les commémorations nationales» (probablement aux côtés des célébrations militaires), lui donner toute sa place dans les manuels scolaires, indiquer les noms des Communards dans les bâtiments et les locaux des administrations, etc.

«Mais, poursuit la pétition, la plus belle forme de réhabilitation des communards serait que soient enfin mises en oeuvre les mesures démocratiques et sociales de la Commune qui restent d'une brûlante actualité dans le monde où nous sommes».

Voici la liste complète de ces mesures selon la pétition: «une démocratie qui permette au peuple d'être entendu et de conserver sa pleine souveraineté» (!), reconnaissance de la citoyenneté pour les étrangers, égalité des salaires hommes - femmes, réquisition des logements vacants, réquisition des entreprises abandonnées, «démocratie sociale et contrôle salarier [? peut-être cela signifie-t-il: contrôle par les salariés]», justice accessible pour tous, école laïque et

obligatoire.

On constate donc que la première mesure prise par la Commune, la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes, a été écartée par nos prétendus «Amis de la Commune»! Sans doute cette mesure n'est-elle plus d'actualité brûlante aujourd'hui pour nos pétitionnaires...

Mais d'autre part, la rappeler rendrait évidemment irréalisable tout espoir de faire reconnaître la Commune par les bourgeois qui utilisent leur armée aux quatre coins de la planète, avec le soutien des partis de gauche, et n'hésitent pas à l'utiliser pour maintenir l'ordre à l'intérieur! Il en va de même de la tentative de supprimer la police ou de rendre éligibles et révocables à tout moment les juges et tous les hauts et moins hauts fonctionnaires...

Quel a été en réalité le sens réel de la Commune? Marx l'a écrit en toutes lettres:

«Son véritable secret, le voici: c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail. Sans cette dernière condition, la constitution communale eut été une impossibilité et un leurre (...). La Commune devait donc servir de levier pour renverser les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc, la domination de classe» (2).

Les Communards ne sont pas tombés pour la misérable et lâche perspective d'une «démocratie» dans laquelle un «peuple» indistinct serait «entendu» - entendu par qui d'autre sinon par ses maîtres qui donc seraient toujours au pouvoir?

Leur but n'était pas une «démocratie sociale», quoi que cela veuille dire, mais leur émancipation de l'exploitation. Les mesures sociales prises par la Commune, y compris celles que passent sous silence les «Amis de la Commune», comme l'interdiction du travail de nuit, n'ont été possibles que parce qu'il s'agissait d'une révolution, d'une insurrection violente qui les imposait aux bourgeois par la force des armes, et non pas d'un quelconque mouvement, pacifique et démocratique, de réforme de l'ordre existant. Lénine, que nous avons cité plus haut, donnait cette définition:

«La cause de la Commune est la cause de la révolution sociale, la cause de l'émancipation politique et intégrale des ouvriers, la cause du prolétariat mondial. En ce sens, elle est immortelle» (3). Révolution sociale, émancipation intégrale des ouvriers, cadre international de la lutte, c'est précisément cela que font disparaître les faux amis de la Commune, et en ce sens, ils s'emploient à tuer encore une fois la cause de la Commune!

Rien d'étonnant, sans doute, de la part d'une association liée au PCF, ce farouche ennemi de la révolution prolétarienne qui pendant des décennies a contrôlé et détourné les luttes ouvrières pour qu'elles ne mettent pas en péril l'ordre bourgeois, pour qu'elles ne débouchent que sur des réformes compatibles avec la bonne marche du capitalisme.

Rien d'étonnant non plus si le honteux appel à la réhabilitation des communards - «Ils ont sauvé la République et fait vivre la démocratie. Réhabilitons les Communards» - a été signé par tous les partis de la gauche bourgeoise qui au cours des dernières années ont bien servi le capitalisme français au gouvernement et qui n'aspirent qu'à y retourner: PCF bien sûr, PS, Radicaux, Verts, accompagnés par la CGT, la FSU, Solidaires, la Ligue de Droits de l'Homme, les Francs-Maçons, etc.

Mais il faut signaler, pour les clouer au banc d'infamie, qu'elle a été aussi signée par des organisations qui se prétendent révolutionnaires: Lutte Ouvrière, le NPA, la CNT. Ces gens-là méritent ce que disait Lénine des «sociaux-démocrates actuels, c'est-à-dire des traîtres actuels au socialisme» que «rien de sérieux ne différencie des démocrates petits-bourgeois»: «L'expérience de la Commune a été non seulement oubliée mais

dénaturée. Loin d'inculquer aux masses la conviction que le mouvement approche où il leur faudra agir et briser la vieille machine d'Etat en la remplaçant par une nouvelle et en faisant ainsi de leur domination politique la base de la transformation socialiste de la société, on leur suggérerait tout le contraire» (4). Et il concluait:

«Quant à nous, nous lutterons avec ces renégats du socialisme et lutterons pour la destruction de toute la vieille machine d'Etat, afin que le prolétariat armé devienne lui-même le gouvernement» (5).

Les combattants prolétariens ne peuvent jamais rechercher ni espérer aucune réhabilitation de la part de leurs adversaires de classe; les Communards ne seront pas réhabilités, mais vengés, lorsque le prolétariat, rompant avec tous ses faux amis, retrouvera la force de s'insurger et d'établir à nouveau mais cette fois-ci de façon solide et durable, son pouvoir, sa dictature, sur les ruines de l'Etat bourgeois.

(1) On peut trouver cette pétition en ligne à: <http://lacomune.perso.neuf.fr/pages/Actua.html>

(2) Marx, «La guerre civile en France», texte adopté par l'Association Internationale des Travailleurs, 30/5/1871 (reproduit dans la brochure Le Prolétaire n° 34).

(3) cf Lénine, «A la mémoire de la Commune», 15/4/1911. Oeuvres, Tome 17

(4) La liste des signataires se trouve à: <http://lacomune.perso.neuf.fr/pages/>

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)



La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit

33

Vient de paraître:
Brochure «le prolétaire»:
Août 2011 - 2 euro

«La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit»

28mai2011.html

(5) cf Lénine, «L'Etat et la révolution», août-sept. 1917; Oeuvres, tome 25, p. 529-530.

A propos des massacres d'Oslo et Utova

La paix et la tranquillité d'un pays qui s'était toujours considéré étranger à la violence sociale que connaissent à peu près toutes les nations du monde, a volé en éclats l'après-midi du 22 juillet sous les coups d'un bourgeois aisé de 32 ans, animé d'une haine fanatique envers ceux qui rappelaient vaguement le marxisme et qui ouvraient les portes de la Norvège au multiculturalisme, à la liberté religieuse et à une mielleuse coexistence pacifique. Après avoir commis un attentat à la voiture piégée devant le Palais du gouvernement, Anders Behring Breivik, ancien membre du Parti du Progrès (conservateur) et sympathisant de l'extrême droite, s'est livré avec un froid cynisme et une violence glacée, à un massacre de jeunes militants du parti social-démocrate au pouvoir rassemblés dans l'île d'Utova.

Dans un premier temps, selon les informations diffusées par les journaux et les télévisions, la responsabilité de ces attentats avait été attribuée au terrorisme islamique; mais la police a très vite révélé que l'auteur des crimes était norvégien. Cela n'a naturellement pas empêché que des politiciens de droite, et pas seulement «extrêmes», en France ou en Italie, sautent sur l'occasion pour apporter de l'eau au moulin de la propagande anti-immigrés et demander une répression accrue de l'immigration...

La réponse des dirigeants norvégiens à ce massacre a été celle qu'attendaient les démocrates bourgeois: «démocratie, ouverture et transparence», voilà quelles sont les armes avec lesquelles la Norvège répondra à «la pire attaque de son histoire depuis la deuxième guerre mondiale» (déclaration du délégué norvégien à l'assemblée de l'ONU consacrée à la jeunesse, le 25 juillet). Le gouvernement norvégien de centre-gauche a «courageusement» promis d'administrer au pays une nouvelle dose de démocratie; le Premier Ministre social-démocrate Jens Stoltenberg a déclaré le jour du massacre: «Nous ne changerons pas notre mode de vie!». La «supériorité» de la coexistence démocratique a été réaffirmée par les gouvernants d'Oslo comme la réponse à tout événement qui trouble le déroulement pacifique de la vie sociale dans le pays de Fiords, où tout le monde, patrons comme ouvriers, exploités comme exploités, autochtones comme immigrés, athées comme croyants, peut vivre en harmonie loin des guerres, de la misère, des accidents de travail, des souffrances et de l'abrutissement qui touchent des milliards de personnes sur la planète...

La Norvège, le pays des contes de fée, de la police non armée, des prix Nobel, de la tolérance, des amortisseurs sociaux les plus développés (par exemple depuis 1993 il existe une loi dite *pappapermisjon* qui accorde à la naissance d'un enfant un congé spécial de 15 jours pour les deux parents, plus 46 semaines de congé parental à

partager entre les deux), fait partie du «paradis scandinave» qui est régulièrement présenté comme un modèle pour les démocraties du monde entier.

La Norvège compte moins de 5 millions d'habitants, mais elle jouit de ressources notables qui en font un des rares pays sans dette extérieure; elle est le principal producteur de pétrole européen et le troisième exportateur mondial après l'Arabie Saoudite et la Russie: le pétrole représente 52% de ses exportations et 25% du PIB. En outre le pays est aussi un grand exportateur de gaz naturel, un grand producteur d'hydroélectricité, il dispose de ressources minières importantes (zinc, pyrite, titane, cuivre, fer et charbon); son économie est marquée également par le poids important de la pêche (elle exporte de la morue et du saumon dans le monde entier), tandis qu'elle compte aussi un secteur industriel conséquent: industrie du bois, sidérurgie, métallurgie, chimie...

C'est grâce à toutes ces richesses que la bourgeoisie norvégienne peut se permettre d'adoucir l'exploitation de ses prolétaires et des prolétaires immigrés (concentrés à Oslo où ils représentent 30% de la population) par des avantages sociaux qui ont lui donné une longue période de paix sociale après la deuxième guerre mondiale.

En réalité les contradictions aiguës qui ont secoué au cours des trente dernières années non seulement des pays lointains, mais d'autres beaucoup plus proches (comme l'Europe de l'est ou les Balkans après la chute de l'URSS) ont eu aussi des conséquences dans le «paradis scandinave» où la haine de l'étranger, surtout s'il s'agit d'un prolétaire immigré, n'a cessé de monter, se combinant avec l'idée que pour défendre le niveau de vie, il fallait rejeter la politique sociale pour tous incarnée par les partis sociaux-démocrates.

Les prolétaires doivent se préparer au moment où la classe dominante montrera son vrai visage de massacreur de la classe ouvrière parce que la concurrence mondiale ne lui laissera pas d'autre choix que de s'attaquer frontalement à eux pour résister aux autres puissances capitalistes. Quand il le faut, la bourgeoisie n'hésite jamais à renvoyer ses serviteurs réformistes, sociaux-démocrates ou autres, quand bien même ils lui ont été très utiles pendant longtemps pour maintenir le prolétariat dans le piège démocratique à l'aide d'un pseudo-marxisme vidé de sa substance révolutionnaire et rempli de politique interclassiste, pour confier à l'Hitler du moment la tâche de centraliser dictatorialement tout le pouvoir; cela est déjà arrivé plus d'une fois et cela arrivera encore.

L'avenir auquel doit se préparer le prolétariat n'est pas celui de la concorde sociale, de la démocratie «véritable», quoi que cela veuille dire, mais de la lutte ouverte entre les classes.

La folie du blond norvégien qui a fait exploser

Bref aperçu sur la Syrie (1)

L'ADOMINATION SANGLANTE DEL'IMPÉRIALISME FRANÇAISE

L'histoire de la Syrie moderne commence vraiment pendant la première guerre mondiale (1), alors qu'auparavant le pays était une dépendance de l'empire Ottoman.

Avec le soutien massif des britanniques qui leur avaient promis l'indépendance, les troupes du *chérif* Hussein qui s'était révolté en 1916 et proclamé roi des Arabes, chassèrent les Turcs d'une bonne partie du Moyen-Orient. En mars 1920 un gouvernement syrien se constitua à Damas et déclara l'indépendance de la Grande Syrie (comprenant le Liban et la Palestine).

Mais pendant la guerre des accords secrets avaient été passés entre les puissances impérialistes, les fameux «accords Sykes-Picot» (du nom des représentants français et anglais qui les signèrent, avec le russe Sazonov) qui furent connus lorsque la révolution bolchevique, s'emparant des documents diplomatiques tsaristes, put révéler au monde les arcanes de la diplomatie bourgeoise.

Un des buts de guerre des impérialismes français et britanniques, alliés mais rivaux, était le dépeçage de l'Empire Ottoman allié de l'Allemagne, et le partage de ses dépouilles. Reniant ses promesses aux nationalistes arabes, l'impérialisme anglais fit bloc avec l'impérialisme français pour que le traité de Sèvres conclu en 1920 respecte les grandes lignes des accords Sykes - Picot: A la France fut ainsi confié un «mandat» (censé «préparer l'indépendance») sur la Syrie

tandis que la Grande-Bretagne s'en faisait attribuer un sur l'Irak et la Palestine.

Alors qu'en France l'euphorie de la paix retrouvée agissait toujours comme un puissant calmant des tensions sociales, les troupes françaises sur place se lançaient à l'attaque des forces du gouvernement de Damas; la ville fut prise en juillet 1920, mais les combats dans les diverses régions du pays durèrent jusqu'en 1923. Entre-temps Paris, conformément aux volontés du lobby colonial, avait créé l'Etat libanais en incorporant à la région du Mont Liban qui était depuis longtemps un point d'appui des intérêts français (2), des provinces syriennes comme la plaine de la Bekaa, la région de Tripoli, etc. La Syrie sous mandat français était divisée en plusieurs Etats pour pouvoir être mieux contrôlée: dès le début, comme au Liban, les Français jouèrent la carte de la division et du confessionalisme, attisant les divisions existantes. En 1924 l'impérialisme français mit ainsi sur pied une Fédération Syrienne regroupant les régions de Damas et d'Alep, un Etat Alaouite, ainsi que 2 territoires «autonomes» (autonomes par rapport au reste de la Syrie, pas rapport à l'impérialisme!): le *Djebel Druze* et le *Sandjak* d'Alexandrette (région où était présente une forte minorité turque).

Devant l'arbitraire et la brutalité du joug colonial imposé à travers l'administration militaire française qui faisait regretter aux populations syriennes la domination ottomane, une révolte éclata en 1925 dans le *Djebel Druze*; rapidement elle embrasa toute la Syrie, faisant fi des divisions administratives instaurées par l'occupant, jusqu'à chasser les Français de Damas.

Malgré une répression sauvage (les troupes françaises n'hésitèrent pas à bombarder la ville pendant des mois) les Français connurent de graves revers militaires; cependant après les victoires initiales des insurgés, la révolte fut finalement vaincue en 1927 - non seulement en raison de l'afflux de troupes coloniales françaises bien armées (3), mais essentiellement à cause de la division des forces qui dirigeaient le mouvement (grands propriétaires terriens, tribus, nationalistes bourgeois). Cependant l'autorité française n'allait guère au delà des grandes villes, les campagnes et les petites villes étant constamment secourues de manifestations et d'appels à la lutte con-

tre l'occupant.

Pour tenter de reprendre le contrôle de la situation et alors même que certains cercles capitalistes prônaient le retrait d'une Syrie ingouvernable pour se concentrer sur le Liban, l'impérialisme se tourna vers une politique plus libérale: fin de l'administration militaire, élections, discussions avec les notables en vue d'une indépendance qui respecterait les intérêts français. C'est ainsi qu'un projet d'indépendance graduel d'une partie des territoires syriens fut concocté en 1934 avec le «président» fantoche de la Syrie; ce projet de partition du pays suscita la colère des nationalistes qui répliquèrent par des manifestations et des grèves (50 jours de grève) dans tout le pays. En 1936, le nouveau gouvernement de Front Populaire se résigna à engager des négociations avec les nationalistes. Et finalement un traité de paix fut signé en décembre 36 qui débouchait sur la reconnaissance immédiate de la Syrie en tant qu'Etat indépendant comprenant les territoires Druzes et Alaouites qu'auparavant l'impérialisme voulait détacher de la Syrie, mais pas ceux attribués au Liban. En «contrepartie» les Syriens acceptaient le maintien de bases militaires françaises, la libre disposition de l'espace aérien par l'aviation française et un soutien syrien à un éventuel effort de guerre français; en outre, la pleine souveraineté ne devait être accordée qu'au bout de 25 ans!

Ce traité d'indépendance démontrait, s'il en était besoin, que le gouvernement de Front Populaire n'entendait léser en aucune façon les intérêts de l'impérialisme français; mais des voix s'élevèrent vite dans les milieux colonialistes pour le dénoncer comme un *bradage* de l'empire. Docile, le gouvernement décida alors de ne pas le présenter au parlement pour le faire ratifier, sous le prétexte qu'il n'aurait sans doute pas été voté au Sénat! Le traité n'entra donc jamais en vigueur...

Pour acheter la neutralité de la Turquie en prévision d'une guerre imminente avec l'Allemagne, l'impérialisme français transforma en 1938 le *Sandjak* d'Alexandrette en une *République de Hatay* sous condominium franco-turc, puis céda l'année suivante cette région à la Turquie, à la grande colère des nationalistes syriens. Jusqu'à aujourd'hui, les différents gouvernements syriens n'ont jamais reconnu cette annexion.

Au cours de la deuxième guerre mondiale les Forces Françaises Libres de de Gaulle après s'être emparées en 1943, avec l'appui des Britanniques, de la Syrie et du Liban aux

maines des troupes fidèles à Vichy, **promirent** solennellement l'indépendance à ces deux pays dès la fin de la guerre.

Mais dès novembre 43, les autorités antifascistes de la dite «France Libre» arrêtaient le président et les ministres du gouvernement libanais issus des élections qui venaient d'avoir lieu et installèrent à leur place un gouvernement fantoche. Il faudra une grève générale et de violents affrontements pour que soit libéré et reconnu le gouvernement élu et que soient réitérées les promesses. Mais quand survint la fin de la guerre, les promesses sont une nouvelle fois oubliées.

En mai 45, après 10 jours de manifestations à Damas pour demander l'indépendance et le départ des troupes françaises, celles-ci bombardèrent la capitale syrienne pendant 36 heures d'affilée pour tenter d'en reprendre le contrôle.

Il y aura des centaines de morts et blessés et de très nombreuses destructions, mais les Français sont finalement contraints de lâcher prise et de quitter le pays: la domination de l'impérialisme français finira comme elle avait commencé: dans le sang et les ruines (4).

(A suivre)

(1) En réalité des mouvements nationalistes arabes ont commencé à apparaître dans les régions dominées par l'Empire Ottoman dès le début du vingtième siècle.

(2) La France de Napoléon III, qui depuis l'époque de Louis XIV s'était fait accorder le titre de «protectrice des Chrétiens d'Orient» par le Vatican, envoya en 1860 une flotte de guerre (avec cependant un accord des puissances européennes qui en limitait la portée), à la suite des massacres des populations chrétiennes (*maronites*) au Mont-Liban par les Druzes, qui s'étendirent ensuite jusqu'à Damas. L'Empire Ottoman fut contraint d'accorder une autonomie au Mont-Liban, partagé entre Druzes et Chrétiens. Cette autonomie permit aux capitalistes français d'y développer leur présence économique autour de la production de la soie et des activités portuaires et commerciales de Beyrouth.

(3) Pour ne pas provoquer d'agitation en France, ce sont essentiellement des troupes coloniales qui furent engagées en Syrie.

(4) Au Liban, il faudra attendre l'automne 46, et une série de grèves et de manifestations, de même que de pressions diplomatiques, pour que l'impérialisme français se résigne à l'indépendance effective du pays et rembarque ses derniers soldats. Mais il y maintiendra longtemps une présence économique importante. cf «Le Prolétaire» n°481, juillet-septembre 2006.

une auto à Oslo et qui a massacré des jeunes sans défense est la même folie que celle du pouvoir bourgeois qui frappe, qui réprime, qui bombarde, engendre la misère dans le monde entier en criant «vive la démocratie!». Lors de l'attentat d'Oslo et le massacre d'Utoya, il ne s'est pas attaqué aux immigrés musulmans porteurs selon lui de traditions dangereuses, mais à ses compatriotes qui représentaient à ses yeux ceux qui avaient ouvert la porte à l'Islam, au métissage, à l'étranger: ils n'avaient plus le droit de vivre parce qu'ils avaient «trahi la nation». «Atroce, mais nécessaire» a dit Breivik de son acte; c'est exactement ce que disent ceux qui justifient le massacre de civils, hier dans les Balkans, en Somalie, en Irak, aujourd'hui en Afghanistan, au Liban; si Breivik voulait sauver la nation de contaminations dangereuses, les pays de l'OTAN prétendent vouloir sauver la démocratie du terrorisme!

Il n'y a guère de chances que le prolétariat puisse comprendre à l'improviste que ce qui est en jeu derrière les tueries de Breivik, c'est un changement de la politique de la classe dominante, dans la perspective des effets toujours plus pesants de la crise capitaliste mondiale; changement qui conduira à une dégradation inévitable des conditions prolétariennes, à une remise en cause des «garanties» sociales dont jouissent jusqu'ici les travailleurs, un renforcement du contrôle policier, à plus forte raison si le développement capitaliste dû à l'industrie pétrolière requiert un recours accru aux prolétaires immigrés. Le prolétariat norvégien devra lui aussi entre en lutte pour se défendre et il ne pourra trouver un allié solide que dans le prolétariat immigré; contraints par la pression bourgeoise à accepter des conditions de travail et des salaires pires que ceux des autochtones, les prolétaires immigrés ne pourront combattre cette situation que s'ils trouvent chez ces derniers la même volonté de lutte et la communauté d'intérêts de classe contre les capitalistes.

L'influence démocratique débilite est fondée sur la corruption que la bourgeoisie norvégienne a effectuée dans les rangs prolétariens en concédant un niveau de vie plus élevé qu'ailleurs; elle ne disparaîtra pas facilement, comme on peut le constater dans les autres pays européens qui ne peuvent certainement pas se flatter d'être des pays de conte de fées.

Mais la voie pour se libérer du capitalisme n'est pas celle de la collaboration entre les classes; ou les prolétaires luttent pour eux-mêmes en tant que classe contre la violence bourgeoise, quelle que soit sa forme; ou ils renoncent à toute résistance à la pression et à la répression bourgeoises, se réduisant au rôle de soutien à la politique capitaliste de «leur» propre bourgeoisie, lui permettant toutes les manœuvres politiques, toutes les mesures sociales, toutes les entreprises impérialistes, toutes les expéditions impérialistes que celle-ci jugera nécessaire pour défendre ses profits.

Lutte Ouvrière, les «Bordiguistes» et Auschwitz ou le Grand Alibi : à propos d'une «mise au point»

Sur le n° 130 (octobre 2010) de sa revue théorique, «Lutte de Classe», Lutte Ouvrière a publié un article intitulé: «*Michel Dreyfus, Lutte Ouvrière et le négationnisme: une mise au point nécessaire*».

Il s'agit d'une réponse à un ouvrage intitulé «L'antisémitisme à gauche» publié en août 2009. L'auteur de ce livre, Michel Dreyfus, historien membre du CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique), y fait une étude fouillée pour répertorier les manifestations d'antisémitisme dans les partis et organisations de gauche, ouvrières, anarchistes, socialistes ou communistes, depuis les origines.

QU'EST-CE QUE L'ANTISÉMITISME?

Comme nous n'avons pas la place ici de faire une analyse détaillée de l'antisémitisme, nous rappellerons juste qu'il s'agit d'une position politique réactionnaire dont la fonction est de protéger le système capitaliste, car elle attribue la responsabilité de ses méfaits non au système lui-même et à ses lois, mais à une fraction bien particulière et restreinte des capitalistes: ceux de confession juive. Par exemple pour l'humoriste antisémite Dieudonné, ce ne sont pas les premiers capitalistes, mais les Juifs, qui ont été responsables de la traite des Noirs. Lorsque des courants ou des individus qui se disent révolutionnaires, socialistes, de gauche, etc., versent dans l'antisémitisme, ils démontrent

par ce fait même qu'ils ne se situent pas ou plus sur les positions prolétariennes de classe, mais qu'ils reprennent des positions de la classe ennemie. Ce fut par exemple le cas d'un Proudhon.

Ne comprenant pas ou ne s'étant pas posé la question de l'origine, de la nature et du rôle de l'antisémitisme, Dreyfus, lui, n'y voit qu'une sorte de perversion mystérieuse de l'esprit dont ne sont peut-être pas atteints tous les non-Juifs (comme le veut la mythologie religieuse juidaïque pour qui la haine des Juifs caractérise les *Gentils*, par jalousie vis-à-vis du «Peuple Elu»), mais qui est cependant une «menace» pour tous, quelle que soit leur classe sociale ou leur appartenance politique. Son étude est en conséquence un catalogue fastidieux et sans intérêt, qui, bien que se voulant objective et critique par rapport à certains dénonciateurs obsessionnels d'antisémites et affirmant que «la gauche» a moins de responsabilité que la droite en la matière, additionne d'authentiques manifestations d'antisémitisme à des insinuations ou des affirmations stupides ou des rumeurs reprises ici ou là (1): c'est ainsi que les historiens professionnels écrivent *scientifiquement* l'histoire.

Dreyfus se définit comme «citoyen juif et laïc» et de gauche; en fait c'est un social-démocrate partisan d'Israël. Voulant démontrer que l'extrême gauche n'est pas indienne d'antisémitisme, il consacre entre autres «quelques lignes» pleines d'insinuations à

L. O.; il y écrit que lors de la fête de cette dernière en 1981 les thèses de Faurisson «auraient été exposées» (admirons le conditionnel) et que 10 ans plus tard des autocollants de la Vieille Taupe (librairie dirigée par P. Guillaume qui s'est rendu célèbre pour son soutien à Faurisson) y ont été vus. Pour Dreyfus, c'est le signe de «l'indifférence» de L. O. vis-à-vis du *négationnisme* (négarion de l'existence des chambres à gaz). Circonstance aggravante selon lui, le groupe qui a été à l'origine de Lutte Ouvrière n'a pas participé, à la différence des autres trotskystes, à la Résistance pendant la dernière guerre mondiale. «On retrouve ici, commente notre historien, le rejet de l'antifascisme commun aux anarchistes, aux bordiguistes et aux pacifistes».

L.O. réplique avec raison que la «Résistance» était «un ensemble dirigé par des hommes politiques de la bourgeoisie» et que le groupe en question avait eu raison de ne pas s'y intégrer «parce que, pour des révolutionnaires communistes, le premier devoir est de lutter pour l'indépendance politique de la classe ouvrière». A la bonne heure! Lutte Ouvrière ne nous avait guère habitué à des déclarations de ce genre, pourtant effectivement élémentaires pour des communistes; mais encore faut-il que les déclarations se concrétisent dans la pratique...

(Suite en page 8)

Lutte Ouvrière, les «Bordiguistes» et Auschwitz ou le Grand Alibi : à propos d'une «mise au point»

(Suite de la page 7)

Après avoir fait les citations ci-dessus, «Lutte de Classe» revient sur un article du «Monde» d'avril 2002 qui reprochait à L. O., outre le fait que Guillaume avait distribué des tracts à la sortie d'un de ses meetings, de permettre la présence de la brochure «Auschwitz ou le grand alibi» à sa fête. Nous avions alors analysé cet article comme s'inscrivant dans le cadre des pressions sur L. O. pour qu'elle rejoigne le rassemblement de gauche, sous prétexte d'opposition au F.N., qui allait donner quelques semaines plus tard les résultats que l'on sait aux élections présidentielles, et en définitive pour qu'elle s'intègre davantage dans le théâtre politique bourgeois.

Lutte Ouvrière n'avait pas réagi à l'époque; 8 ans après, pour des raisons qui lui appartiennent, elle sort de sa torpeur et décide de répondre au «Monde» en même temps qu'à Dreyfus, en expliquant au passage ce qu'elle pense de notre brochure, et en prenant en quelque sorte la «défense» des... «bordiguistes»! Leur lutte sous la dictature de Mussolini, écrit-elle, montre ce que vaut l'accusation portée contre eux d'indifférence face au fascisme.

Mais voyons plus précisément comment elle juge «Auschwitz ou le grand Alibi».

CARICATURE ?

Selon elle, l'analyse qui se trouve dans notre brochure «est bien dans la manière caricaturale, apolitique, purement économiste du courant bordiguiste d'interpréter les événements (...). D'après son auteur, ce serait parce que la bourgeoisie n'avait plus besoin de cette couche sociale qui avait joué un rôle économique indispensable dans la société précapitaliste que l'impérialisme aurait décidé de la faire disparaître (...). Pourtant l'élimination des Juifs (et des Tsiganes) n'était nullement nécessaire, ni même utile à l'impérialisme».

En fait de caricature, L.O. nous donne là un bel exemple de **caricature** de notre texte! Nous n'avons jamais écrit cette stupidité selon laquelle l'impérialisme allemand aurait un beau jour «décidé» d'éliminer la «couche sociale» particulière constituée par les Juifs parce qu'elle était devenue inutile. Mais, plus important, en voulant se démarquer de notre prétendu économisme apolitique et caricatural, L.O. montre qu'elle est en rupture avec le marxisme.

Car c'est Marx qui a expliqué que ce sont les **lois économiques** du capitalisme qui, dans les périodes de crise, entraînent l'élimination d'une bonne partie la couche sociale constituée par les petits bourgeois. Dans ces moments de tension les petits-bourgeois écrasés par la concurrence, enragés (comme disait Trotsky) et désespérés, s'en sont pris au bouc-émissaire que depuis longtemps les bourgeois leur désignaient pour éviter qu'ils se tourmentent contre le capitalisme: le concurrent immédiat, étranger ou pas vraiment allemand, différent en tout cas, le Juif, avec l'espoir que son élimination puisse leur apporter un certain soulagement.

Si l'antisémitisme a revêtu une telle importance dans l'Allemagne où le capitalisme en crise ruinait les petits-bourgeois (et même moyens-bourgeois) par centaines de milliers, c'est bien parce qu'il était **utile et nécessaire** à la sauvegarde de l'ordre bourgeois.

Que par la suite l'élimination sociale des Juifs se soit transformée en élimination physique (chose que les Nazis eux-mêmes n'avaient pas prévue), cela est dû aux circonstances extrêmes de la guerre (qui, ne l'oublions pas, signifie pour le capitalisme international liquidation massive des forces productives en surnombre, et tout particulièrement de la principale, la force de travail, les prolétaires par dizaines de millions); nous renvoyons le lecteur à notre brochure et à nos textes sur la question pour une explication plus détaillée. Ce que nous voulons rappeler ici, c'est que pour le matérialisme historique, pour le marxisme, il n'existe pas d'événements importants dans l'histoire qui ne ré-

pondent à des causes déterminées, à des nécessités objectives.

Pour nos adversaires, le massacre des Juifs est au contraire un événement qui échappe au déterminisme historique et que par conséquent le marxisme est incapable d'expliquer (un événement unique et irréductible, ajoutent ceux qui répandent les fables du judaïsme sur le Peuple Elu) parce qu'il relève du seul domaine des idées, où règnent le hasard, l'indéterminisme, la liberté absolue de la pensée.

TARÉS ET PERVERS

Cette explication **idéaliste** du génocide par la seule idéologie raciste de Hitler et des Nazis n'est pas une idiotie inoffensive; c'est une «explication» **utile et nécessaire** pour consolider le système capitaliste en l'absolvant de toute responsabilité dans ce massacre! L.O. nous donne une explication de ce genre, en attribuant l'élimination des Juifs au fait que le parti Nazi, appelé au pouvoir par l'impérialisme pour «briser la classe ouvrière et ses organisations», comptait «dans ses sphères dirigeantes nombre de tarés et de pervers, d'obsédés de l'antisémitisme». Ce ne sont plus les «grands hommes» comme dans la vieille historiographie idéaliste bourgeoise, mais les tarés et les pervers qui font donc l'histoire selon L.O....

A l'inverse, expliquait un commentateur que Marx lui-même a cité parce qu'il expliquait exactement la méthode matérialiste: «Marx envisage le mouvement social comme un enchaînement naturel de phénomènes historiques, enchaînements soumis à des lois qui, non seulement sont indépendantes de la volonté, de la conscience et des desseins de l'homme, mais qui, au contraire, déterminent sa volonté, sa conscience et ses desseins» (2): Marx aurait-il été le premier à utiliser une méthode caricaturale, apolitique, et purement économiste d'interprétation des événements? Notre brochure se veut précisément une analyse marxiste, matérialiste, et non pas idéaliste, subjective ou psychologisante. Il est pour le moins curieux pour des gens qui s'affirment marxistes, de prétendre expliquer un phénomène historique d'une aussi grande ampleur par les obsessions de quelques tarés et pervers.

Michel Dreyfus n'accuse pas comme d'autres «Auschwitz ou le grand alibi», dont il attribue d'autorité la paternité à Bordiga, d'antisémitisme ou de négationnisme; mais, dit-il «ce texte va devenir une des références du négationnisme» car, «dix ans plus tard, sa rencontre avec la pensée de Rassinier [un précurseur du négationnisme] lui attribue une portée différente». «Bel amalgame», commente L.O., amalgame fantasmagorique, ajouterons nous, où l'on voit le texte rencontrer la pensée de Rassinier (mort à ce moment), probablement dans l'au-delà, et du coup changer de «portée»...

Mais en dépit des «divergences qui [la] séparent de l'analyse du courant bordiguiste», en dépit du titre «inutilement provocant» de notre brochure, L. O. trouve qu'elle n'en décrit pas moins une certaine réalité: le génocide servant d'alibi aux dirigeants israéliens (...) et aux dirigeants des différentes puissances impérialistes solidaires de cette politique d'Israël».

Lutte Ouvrière serait-elle finalement tombée d'accord avec notre brochure, au ton et à quelques autres divergences près? Rien n'est moins sûr.

En effet quand la brochure parle d'alibi, ce n'est pas par rapport à Israël (ce ne serait d'ailleurs qu'une banalité), mais par rapport aux **démocraties bourgeoises**. Un démocrate bourgeois aussi influent que feu l'intellectuel de gauche Vidal-Naquet l'avait, lui, parfaitement compris; il affirmait que l'existence d'Auschwitz est la preuve d'une différence **de nature** fondamentale entre le fascisme et la démocratie; et donc la démonstration que la défense de la démocratie est une nécessité dépassant les clivages de classe. Il nous reprochait logiquement d'affirmer qu'en réalité Auschwitz était utilisé

comme alibi par la démocratie bourgeoise pour couvrir ses propres crimes, massacres et génocides, y compris sa complicité dans le massacre des Juifs; bref, comme un alibi pour cacher l'identité de nature entre ces deux formes politiques de la domination bourgeoise (3). Et si l'identité de nature il y a, c'est la justification de l'antifascisme démocratique, cette **alliance interclassiste** pour défendre une forme de la dictature de classe de la bourgeoisie - la dite *démocratie* -, qui disparaît. Cela n'implique pas que les prolétaires ne doivent pas combattre le fascisme, mais qu'ils ne **peuvent** vraiment le combattre qu'en conservant leur **indépendance de classe** et en combattant le **capitalisme** et toutes les formes politiques de la domination bourgeoise.

«Lutte de classe» passe sous silence cet aspect du texte, qui est l'aspect politique **essentiel**. Pour quelle raison, sinon que L.O. se refuse à dénoncer et combattre, même sur le papier, la démocratie?

L'article se termine en accusant - justement - Dreyfus, «comme tous les réformistes», de «dissocier la lutte contre le fascisme et la lutte contre le capitalisme, [d']oublier cette dernière au nom de l'unité avec tous ceux qui prétendent être opposés au fascisme». Trotsky a défendu énergiquement le front unique contre les nazis, continue l'article, mais «ce front unique ne consistait pas à renoncer à la perspective de la révolution prolétarienne». La réalité n'est pas si simple et la tactique préconisée par Trotsky était beaucoup plus ambiguë, comme nous avons eu l'occasion de le rappeler, puisqu'il était arrivé à dire que le programme du front unique était de défendre certaines institutions de l'Etat bourgeois: «Si Hitler s'avise de liquider le Reichstag [c'est-à-dire le Parlement], et si la social-démocratie se montre décidée à combattre pour ce dernier, les communistes aideront la social-démocratie de toutes leurs forces», écrivait-il ainsi (4).

C'est la condamnation de cette position, c'est-à-dire de la défense - momentanée, partielle, conditionnée, tant qu'on voudra, mais **défense** quand même, en alliance avec les adversaires de la révolution que sont les sociaux-démocrates - de la démocratie bourgeoise qui a caractérisé et caractérise notre courant et qui est explicité dans la brochure «Auschwitz ou le grand alibi». De cela l'article de «Lutte de classe» ne dit **rien**. Ce n'est bien sûr pas par hasard: n'est-il pas arrivé à L.O. lors d'élections municipales d'appeler à voter pour le P.S. pour «faire barrage» au F.N.?

De même que ce n'est pas par hasard si nous avons été exclu des Fêtes de Lutte Ouvrière précisément parce que nous y exposions «Auschwitz ou le grand Alibi» (ce dont l'article «oublie» d'informer ses lecteurs): il était **utile et nécessaire** pour L.O. de ne pas risquer de se retrouver associée, de quelque façon que ce soit, à nos positions sur cette question brûlante.

La «mise au point» de «Lutte de classe» voulait peut-être réaffirmer la fidélité de Lutte Ouvrière aux positions marxistes: c'est raté.

* * *

Pour terminer, relevons rapidement quelques affirmations significatives de Dreyfus. Il estime par exemple que l'analyse de notre brochure est proche de celle de Louzon (membre du groupe syndicaliste *La Révolution Proletarienne*) qui faisait une «analyse économiciste du nazisme», ce qui est «l'un des fondements d'une argumentation» qui sera utilisée ultérieurement par les négationnistes (bien que selon lui Louzon affirmait que «l'attitude des nazis dans leurs dernières années «relève de la psychiatrie, non de la sociologie» et est inexplicable par le matérialisme historique!); pour les réformistes, il s'agit toujours de disqualifier le marxisme et la possibilité d'expliquer l'histoire de façon matérialiste et donc déterministe, car cela impliquerait la reconnaissance que le capitalisme obéit à des lois et ne peut devenir autre chose que ce qu'il est, et d'autre part qu'il est une forme économique et sociale transitoire qui devra laisser place à une forme supérieure.

De même, Dreyfus répète à plusieurs reprises dans son ouvrage que l'opposition à la démocratie bourgeoise et l'antisémitis-

me vont souvent de pair (5): la lutte contre l'antisémitisme, justification de la démocratie bourgeoise, il n'y a là en vérité qu'une variante du funeste antifascisme démocratique, à laquelle Lutte Ouvrière devrait pouvoir souscrire sans problème...

(1) Tentant sans doute de prévenir cette accusation, Dreyfus trouve bon de faire cette précision curieuse qu'il a «*privilegié ce qui a été formulé explicitement, au détriment de ce qui a pu être chuchoté confidentiellement au sein de telle ou telle organisation*»: champion en insinuations, il laisse ainsi entendre qu'il en sait beaucoup plus que ce qu'il en dit...

(2) Marx publie ce passage d'un auteur russe en écrivant qu'il s'agit d'un exposé très juste de la méthode matérialiste. cf «Le Capital», Tome 1, Postface à la deuxième édition allemande. Editions Sociales 1976, p. 19-20.

(3) cf «*Les assassins de la mémoire*», Ed. La Découverte 1995.

(4) cf L. Trotsky, «*Entretien avec un ouvrier social-démocrate*», 23/2/33, cité dans «Programme Communiste» n°98, p. 49.

(5) Par exemple: «*Jusqu'à nos jours, ce sont généralement les militants les plus hostiles à la "démocratie bourgeoise" - anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, socialistes antiparlementaires - qui feront preuve d'antisémitisme*». cf «*L'antisémitisme à gauche*», p. 41-42. Les plus révolutionnaires seraient donc les plus antisémites: c'est l'antienne classique des sionistes qui n'ont de cesse de dénoncer un prétendu rapprochement «rouge - brun»...

Notre site Internet :
www.pcint.org

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

3e liste 2011

Alain: 42,50 / Corbeil: 7,50 / Eric: 8,50 / Gilbert: 34,50 / Colomiers: 73,50 / Millau: 10,50 / Paris: 1200,00 / Peter: 20,00 / Premier mai: 500,00 / Santander: 50,00 / Thionville: 32,50 / Victor: 30,00

Total liste: 2009,50
général: 4210,80

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE:

Pour la France:
NOUVELLE ADRESSE:
PROGRAMME, B.P. 57428
69347 Lyon Cedex 07

Pour la Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «proletaire»: 7,5 € / 30 FS / £ 10. Abonnement de soutien: 15 € / 60 FS / £ 20. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. Abonnement: 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. Abonnement de soutien: 27 € / 70 FS / £ 27. «el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. Prix de soutien, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. Imprimé par nos soins.